Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 110° — Numero 287

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Giovedì, 13 novembre 1969 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 19.030 - Semestrale L. 10.020 - Trimestrale L. 5.520 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180 - Supplementi ordinari: L. 90 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 14.530 - Semestrale L. 8.020 - Trimestrale L. 4.520 - Un fascicolo L. 80 - Fascicoli annate arretrate: L. 160.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra) e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze e Genova possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Lunedì 27 ottobre alle ore 19,05, il Presidente della Repubblica ha ricevuto nel palazzo del Quirinale S. E. l'ambasciatore Humberto Giugni Miselli il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di ambasciatore di Venezuela.

(10660)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 ottobre 1969, n. **762**.

Adesione al protocollo per una nuova proroga dell'Accordo internazionale del grano 1962 adottato a Washington il 15 maggio 1967 e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al protocollo per una nuova proroga dell'Accordo internazionale del grano 1962 adottato a Washington il 15 maggio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 4 del Protocollo stesso.

Art. 3.

All'onere di lire 500.000, derivante dall'attuazione della presente legge, si provvede con riduzione dello stanziamento del capitolo n. 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1968, concernente il fondo occorrente per far fronte ad oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 ottobre 1969

SARAGAT

RUMOR — MORO — BOSCO — COLOMBO — SEDATI — MAGRÌ — MISASI

Visto, *il Guardasigilli:* GAVA

Protocole de 1967 portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1962

Les gouvernements parties au présent protocole,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1962 (ci-après dénommé « l'Accord ») tel qu'il a été prorogé par le protocole de 1965 portant prorogation de l'Accord international sur le blé de 1962 et par le protocole de 1966 portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1962 (ci-après dénommés « Protocoles antérieurs ») expire le 31 juillet 1967, **et**

Désireux de proroger l'Accord, conformément aux recommandations formulées par le Conseil international du blé en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de l'Accord, pour une nouvelle période,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Prorogation de l'Accord international sur le blé de 1962

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent protocole, l'Accord tel qu'il a été prorogé par les protocoles antérieurs demeurera en vigueur entre les parties au présent protocole jusqu'au 31 juillet 1968,

Etant entendu, toutefois, qui si un nouvel accord en matière de blé entre en vigueur avant la date d'expiration du présent protocole, le conseil international du blé peut à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs résilier ledit protocole.

Article 2

Les dispositions suivantes de l'Accord sont considérees comme inopérantes à compter du 1er août 1967:

a) les articles 4 à 21 inclus, à l'exception des paragraphes 1, 8 et 10 de l'article 16, des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 17 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 21;

b) le paragraphe 2 de l'article 31;

c) l'article 35.

Article 3

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhesion

1) Les gouvernements deviennent parties au présent protocole:

a) en le signant; ou

b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

c) en y adhérant.

2) En signant le présent protocole, chaque gouvernement signataire indique expressément si, conformément à sa procédure constitutionnelle, sa signature est ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

3) Le présent protocole sera ouvert à Washington, du 15 mai 1967 au 1er juin 1967 inclusivement, à la signature des gouvernements parties à l'Accord, ou qui seront provisoirement considérés comme parties à l'Accord, au 15 mai 1967.

4) Lorsque la ratification, l'approbation ou l'acceptation est requise, l'instrument pertinent sera déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 15 juillet 1967.

5) Le présent protocole sera ouvert à l'adhésion:

a) jusqu'au 15 juillet 1967, du gouvernement de tout pays énuméré dans les annexes *B* ou *C* de l'Accord à cette date; ou

b) du gouvernement de tout Etat membre des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées ou de tout gouvernement invité à la conférence des Nations Unies sur le blé de 1962 sous réserve de l'approbation du conseil et des conditions prescrites par celui-ci à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs.

6) L'adhésion aura lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

7) Tout gouvernement qui n'aura pas ratifié, accepté ou approuvé le présent protocole ou n'y aura pas adhéré au 15 juillet 1967, conformément aux dispositions du paragraphe 4 ou de l'alinéa *a*) du paragraphe 5 du présent article, pourra obtenir du conseil une prolongation de délai aux fins du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

8) Aux fins de l'application de l'Accord et du présent protocole:

a) lorsqu'il est fait mention des pays nommés aux annexes *B* ou *C* de l'Accord, cette annexe est censée comprendre tout pays dont le gouvernement a adhéré à l'Accord et aux protocoles antérieurs dans les conditions prescrites par le conseil et au présent protocole conformément à l'alinéa *b*) du paragraphe 5 du présent article; et

b) toute mention de tout « pays qui adhère au présent Accord conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 35 » signifie un pays qui a adhéré au présent protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 5 du présent article du présent protocole.

Article 4

Entrée en vigueur

1) Le présent protocole entrera en vigueur le 16 juillet 1967 entre les gouvernements qui, au 15 juillet 1967, seront devenus parties au présent protocole,

A condition que ces gouvernements et les gouvernements qui auront déposé au 15 juillet 1967 les notifications visées au paragraphe 3 du présent article soient des gouvernements qui détiendront au moins les deux tiers des voix des pays exportateurs et au moins les deux tiers des voix des pays importateurs au titre de l'Accord à cette date, ou qui auraient détenu ces voix s'ils avaient été parties à l'Accord à cette date.

2) Le présent protocole entrera en vigueur, pour tout gouvernement qui déposera un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après le 15 juillet 1967, à la date à laquelle le dépôt de cet instrument aura lieu.

3) Aux fins de l'entrée en vigueur du présent protocole conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, tout gouvernement signataire ou tout gouvernement ayant le droit d'adhérer en vertu de l'alinéa *a*) du paragraphe 5 de l'article 3 du présent protocole, pourra déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, au plus tard le 15 juillet 1967, une notification par laquelle il s'engagera à faire le nécessaire en vue d'obtenir dans les plus brefs délais la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent protocole ou l'adhésion audit protocole conformément à sa procédure constitutionnelle. Il est entendu que le gouvernement qui fera cette notification appliquera provisoirement le protocole et qu'il sera provisoirement considéré comme partie à ce protocole pendant une période à fixer par le conseil.

4) Si, le 15 juillet 1967, les conditions prévues aux paragraphes précédents du présent article pour l'entrée en vigueur du présent protocole ne sont pas remplies, les gouvernements des pays qui, à cette date, seront devenus parties au présent protocole conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 dudit protocole pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur en ce qui les concerne, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

Article 5

Dispositions finales

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera sans tarder chaque gouvernement qui est partie ou qui est provisoirement considéré comme partie à l'Accord ou au présent protocole, ou qui, au 15 mai 1967, est partie ou est provisoirement considéré comme partie à l'Accord, de toute signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion à ce dernier et de toute notification faite conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du présent protocole, ainsi que de la date d'entrée en vigueur dudit protocole.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent protocole aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes anglais, espagnol, français et russe du présent protocole feront également foi. Les originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en communiquera des copies certifiées conformes à chacun des gouvernements qui auront signé le présent protocole ou y auront adhéré.

Fait à Washington, le quinze mai mil neuf cent soixante-sept.

For Argentine:

ALVARO C. ALSOGARAY 29 de mayo de 1967
Esta firma se efectúa sin reserva de ratificación

For Australia:

KEITH WALLER 25th May 1967
(Note of Ambassador dated May 25, 1967 states his signature « is subject to the deposit of an Instrument of Acceptance by the Government of Australia »)

For Austria:

For Belgium and Luxembourg:

BARON SCHEYVEN 29 mai 1967
Au nom de l'Union economique Belgo-Luxembourgeoise, sous réserve de ratification

For Brazil:

V. DA CUNHA May 25, 1967
Not subject to ratification

For Canada:

A. E. RITCHIE June 1, 1967
Subject to acceptance

For Costa Rica:

F. ORTUNÑO junio 1° de 1967
Esta firma està sujeta a ser ratificada por la Asamblea Legislatíva

For Cuba:

DR. KAREL DUDA May 31, 1967
Sujeto a ratificación

For the Dominican Republic:

For Ecuador:

For El Salvador:

R. DE CLAIRMONT-DUENAS 1 junio 1967
Sujeto a la correspondiente ratificación de acuerdo con los procedimientos constitucionales de El Salvador

For Finland:

PENTTI UUSIVIRTA May 29, 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance or approval

For France:

CHARLES LUCET 26 mai 1967
Cette signature n'est pas soumise à ratification, acceptation ou approbation

For the Federal Republic of Germany:

H. KNAPPSTEIN May 31st 1967
Subiect to ratification

For Grece:

ALEXANDER A. MATSAS May 31st, 1967
Subject to ratification

For Guatemala:

FRANCISCO LINARES ARANDA May 31, 1967
This signature is subject to ratification; ad referendum

For Iceland:

PÉTUR THORSTEINSSON May 31, 1967
Not subiect to ratification

For India:

BRAJ KUMAR NEHRU 1st June 1967
Subject to ratification

For Ireland:

WILLIAM P. FAY May 25, 1967
Without reservation as to ratification

For Israel:

S. SITTON May 31, 1967
Subject to ratification

For Italy:

For Iapan:

For the Republic of Korea:

HYUN CHUL KIM June 1st, 1967
Subject to ratification

For Lebanon:

I. AHDAB June 1, 1967
With reservation as to ratification, acceptance or approval

For Libya:

For Mexico:

HUGO B. MARGÀIN May 26, 1967
Subject to ratification

For the Kingdom of the Netherlands:

C. SCHURMANN June 1, 1967
Without reservation as to ratification, acceptance or approval

For New Zealand:

For Nigeria:

For the Kingdom of Norway:

ARNE GUNNENG June 1, 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance or approval

For Peru:

C. PASTOR DE LA TORRE - Ambassador of Peru
May 17, 1967
Subject to deposit of formal instrument of acceptance

For the Republic of the Philippines:

For Portugal:

VASCO VIEIRA GARIN - Ambassador of Portugal
1st June 1967
Subject to ratification

For Saudi Arabia:

For Sierra Leone:

GEORGE O. COLERIDGE-TAYLOR 1st june 1967
This signature is not subject to ratification

For the Republic of South Africa:

H. L. T. TASWELL June 1, 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance or approval

For Southern Rhodesia:

PATRICK DEAN 26 May 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance or approval

For Spain:

For Sweden:

HUBERT DE BESCHE May 31, 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance, or approval

For Switzerland:

FELIX SCHNYDER June 1, 1967
Signed subject to parliamentary approval

For Tunisia:

For the Union of Soviet Socialist Republics:

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics will supply the information provided for under this Agreement for compiling an annual survey of the world wheat market within the limits of the statistical data published in the country, and information on commercial and special transactions with countries not participating in the Agreement, provided the respective countries agree thereto.
The Protocol is not subject to ratification by the Soviet Union. [translation]

YU. TCHERNIAKOV 1 June 1967 [Romanization]

For the United Arab Republic:

ABDEL RAHMAN A. HAMMOUD May 15, 1967
Subject to approval of the Government of the United Arab Republic

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

PATRICK DEAN 26 May, 1967
This signature is not subject to ratification, acceptance or approval

For the United States of America:

JOHN A. SCHNITTKER 31 May, 1967
Not subject to ratification, acceptance or approval

For The Vatican City State:

EGIDIO VAGNOZZI May 29, 1967
This signature is not subject to ratification

For Venezuela:

E. TEJERA-P. 1° de junio de 1967
Esta firma está sujeta a las necesarias ratificaciones constitucionales

For Western Samoa:

J. SHEPHERD May 31, 1967
This signature is subject to ratification

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 marzo 1969, n. **763**.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Messina.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Messina, approvato con regio decreto 30 aprile 1939, n. 1090 e modificato con regio decreto 26 ottobre 1940, n. 1905, e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Messina, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso;

Art. 27, relativo agli istituti annessi alla facoltà di lettere e filosofia è modificato nel senso che l'istituto di storia è soppresso e sono aggiunti i seguenti:

Istituto di storia antica;
Istituto di storia medioevale e moderna;
Istituto di studi storico-religiosi.

Art. 39. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in materie letterarie è aggiunto il seguente:

Filosofia della scienza.

Art. 40. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in pedagogia è aggiunto il seguente:

Filosofia della scienza.

Art. 41. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in lingue e letterature straniere è aggiunto il seguente:

Storia del teatro.

Art. 52, relativo al corso di laurea in matematica è modificato nel senso che le disposizioni in esso contenute sono soppresse e sostituite dalle seguenti:

La durata del corso degli studi per la laurea in matematica è di quattro anni.

E' titolo di ammissione il diploma di maturità classica e di maturità scientifica. Possono, inoltre, essere ammessi i diplomati degli istituti tecnici industriali, agrari, nautici e per geometri.

Il corso di studi si distingue in tre indirizzi: generale, didattico ed applicativo.

Sono insegnamenti fondamentali per il primo biennio:

1° *Anno*:
Analisi matematica I;
Geometria I;
Algebra;
Fisica generale I.

2° *Anno*:
Analisi matematica II;
Geometria II;
Meccanica razionale;
Fisica generale II.

Gli insegnamenti fondamentali sopra elencati sono accompagnati ciascuno da un corso di esercitazioni che ne è parte integrante.

Sono insegnamenti fondamentali obbligatori comuni a tutti i tre indirizzi: didattico, applicativo e generale e, per il 3° anno i seguenti insegnamenti:

Istituzioni di analisi superiore;
Istituzioni di geometria superiore;
Istituzioni di fisica matematica.

Dato che nel 2° biennio oltre gli insegnamenti di cui al precedente paragrafo, dovranno essere impartite altre quattro discipline, due fondamentali specificate per l'indirizzo nei paragrafi seguenti e due complementari da scegliersi fra quelle sotto elencate, lo studente dovrà seguirne una al 3° anno e le rimanenti tre al quarto con l'avvertenza che almeno una di esse dovrà essere ad indirizzo fisico.

Sono insegnamenti fondamentali per l'indirizzo generale:

Analisi superiore;
Geometria superiore;

L'insegnamento di analisi superiore ovvero quello di geometria superiore potranno essere, con deliberazione della facoltà, sostituiti con quello di fisica matematica.

Sono insegnamenti fondamentali per l'indirizzo didattico:

Matematiche complementari I;
Matematiche complementari II.

Sono insegnamenti fondamentali per l'indirizzo applicativo:

Calcoli numerici e grafici;
Calcolo delle probabilità.

Sono insegnamenti complementari ad indirizzo fisico comuni ai tre indirizzi:

1) Complementi di fisica generale;
2) Preparazioni esperienze didattiche;
3) Astronomia;
4) Struttura della materia;
5) Fisica terrestre;
6) Relatività;
7) Meccanica statistica;
8) Fisica matematica;
9) Onde elettromagnetiche;
10) Meccanica superiore;
11) Elettronica;
12) Fisica dello stato solido;
13) Istituzioni di fisica teorica;
14) Elettronica applicata;
15) Geodesia;
16) Fisica delle particelle elementari.

Sono insegnamenti complementari ad indirizzo matematico:

1) Storia e didattica della matematica;
2) Complementi di algebra;
3) Matematica finanziaria e attuariale;
4) Matematiche superiori;
5) Teoria delle funzioni;
6) Logica matematica;
7) Teoria dei numeri;
8) Algebra superiore;
9) Analisi numerica;
10) Analisi funzionale;
11) Topologia;
12) Geometria differenziale;
13) Geometria algebrica;
14) Statistica matematica;
15) Economia matematica;
16) Matematiche elementari da un punto di vista superiore.

Inoltre ciascun insegnamento fondamentale di ciascuno dei tre indirizzi è insegnamento complementare per quegli indirizzi per cui non è fondamentale.

Ciascuno degli insegnamenti, sia fondamentale che complementari, importa un esame finale.

Per essere ammesso al secondo anno lo studente deve aver ottenuto le firme di frequenza nei tre corsi: « Analisi matematiche I »; « Geometria I »; « Algebra » e deve aver superato almeno due dei relativi esami finali.

Le frequenze a tutti i corsi del primo biennio devono precedere l'iscrizione ai corsi del secondo biennio.

La scelta fra i tre indirizzi avviene all'inizio del terzo anno.

Per essere ammesso all'esame di laurea per l'indirizzo scelto lo studente deve aver seguito i corsi e superato gli esami in tutti gli insegnamenti fondamen-

tali per tale indirizzo ed in almeno due insegnamenti fra i complementari dei quali uno dovrà essere ad indirizzo fisico.

L'esame di laurea consta di due parti, la prima delle quali precede la seconda: la prima parte consiste in un esame di cultura generale in scienze matematiche; la seconda nella discussione in un lavoro scritto (che per l'indirizzo generale deve essere una ricerca originale) e in due tesine orali in materie diverse fra di loro.

L'esame di analisi matematica II deve essere preceduto da quelli di analisi matematica I e di geometria I.

L'esame di geometria II deve essere preceduto da quelli di geometria I e di algebra.

L'esame di meccanica razionale deve essere preceduto da quelli di analisi matematica I, di geometria I e di fisica I.

L'esame di istituzioni di analisi superiore deve essere preceduto da quello di analisi matematica II.

L'esame di istituzioni di geometria superiore deve essere preceduto da quelli di analisi matematica II e di geometria II.

L'esame di matematiche complementari II deve essere preceduto da quello di matematiche complementari I.

L'esame di istituzioni di fisica matematica deve essere preceduto da quelli di analisi matematica II e di meccanica razionale.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 marzo 1969

SARAGAT

SULLO

Visto, *il Guardasigilli*: GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 ottobre 1969
Atti del Governo, registro n. 229, foglio n. 153. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 10 settembre 1969, n. **764**.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Lecce.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Lecce, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 giugno 1968, n. 1290;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Lecce, approvato con il decreto sopraindicato è modificato come appresso:

Art. 68, relativo alle propedeuticità del corso di laurea in matematica è modificato nel senso che il secondo comma è abrogato e sostituito dal seguente: « Potranno essere iscritti al 2° anno soltanto quegli studenti che abbiano superato almeno due degli esami di analisi matematica I, geometria I ed algebra ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 settembre 1969

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli*: GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 ottobre 1969
Atti del Governo, registro n. 229, foglio n. 156. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 settembre 1969, n. **765**.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Genova.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Genova, approvato con regio decreto 7 ottobre 1926, numero 2054 e modificato con regio decreto 13 ottobre 1927, n. 2846, e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Genova, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 45. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in materie letterarie sono aggiunti i seguenti:

Filosofia della religione;
Teoria e tecnica delle comunicazioni di massa;
Metodologia e didattica degli audiovisivi;
Storia della critica letteraria;

Biblioteconomia e bibliografia;
Igiene;
Storia della filosofia medioevale.

Art. 46. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in pedagogia sono aggiunti i seguenti:

Filosofia della religione;
Teoria e tecnica delle comunicazioni di massa;
Metodologia e didattica degli audiovisivi;
Puericultura e auxologia;
Igiene;
Geografia.

Art. 47. — All'elenco degli insegnamenti complementari del corso di laurea in lingue e letterature straniere sono aggiunti i seguenti:

Filosofia della religione;
Teoria e tecnica delle comunicazioni di massa;
Metodologia e didattica degli audiovisivi.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 settembre 1969

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli:* GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *ottobre* 1969
Atti del Governo, registro n 229, *foglio n.* 159. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° ottobre 1969, n. **766.**

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Siena.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Siena, approvato con regio decreto 13 ottobre 1927, n. 2831 e modificato con regio decreto 31 ottobre 1929, n. 2395, e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Siena, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Gli articoli 11 e 12 relativi all'ordinamento degli studi del corso di laurea in scienze politiche sono abrogati e sostituiti dai seguenti:

Art. 11. — La durata del corso degli studi per la laurea in scienze politiche è di quattro anni.

E' titolo di ammissione il diploma di maturità classica o di maturità scientifica.

Il corso di studi comprende un biennio propedeutico ed un biennio di specializzazione ordinato secondo due indirizzi: quello storico-politico e quello politico-amministrativo.

Il biennio propedeutico comprende i seguenti insegnamenti obbligatori:

1) Istituzioni di diritto pubblico;
2) Diritto costituzionale italiano e comparato;
3) Economia politica;
4) Statistica;
5) Sociologia;
6) Storia moderna;
7) Storia delle dottrine politiche;
8) Storia contemporanea;
9) Organizzazione internazionale.

Lo studente, qualora durante il biennio propedeutico abbia già stabilito quale indirizzo intenda seguire nel biennio successivo, potrà aggiungere ai nove insegnamenti suindicati non più di tre insegnamenti obbligatori del biennio di specializzazione che intende seguire.

Non è consentito anticipare al biennio propedeutico insegnamenti a scelta dello studente. Gli insegnamenti anticipati al biennio propedeutico vanno in detrazione dal numero degli insegnamenti del biennio di specializzazione.

Il biennio di specializzazione per l'indirizzo storico-politico si svolge in base al piano di studio qui di seguito indicato.

Materie di insegnamento obbligatorio:

1) Storia economica moderna;
2) Storia dei trattati e politica internazionale;
3) Storia delle istituzioni politiche;
4) Scienza della politica;
5) Geografia politica ed economica.

Materie fra le quali la facoltà determina annualmente quelle da impartire come insegnamenti di libera scelta per lo studente:

1) Storia dei partiti e movimenti politici;
2) Storia americana;
3) Storia dell'Europa orientale;
4) Storia del Risorgimento;
5) Storia dei rapporti fra Stato e Chiesa;
6) Storia del movimento sindacale;
7) Storia del diritto italiano;
8) Storia delle dottrine economiche;
9) Storia della pubblica amministrazione;
10) Storia ed istituzioni dei Paesi afro-asiatici;
11) Scienza delle finanze;
12) Diritto internazionale;
13) Diritto pubblico regionale;
14) Filosofia della politica;
15) Dottrina dello Stato;
16) Politica economica e finanziaria.

Il biennio di specializzazione per l'indirizzo politico-amministrativo si svolge in base al piano di studi qui di seguito indicato.

Materie di insegnamento obbligatorio:

1) Diritto amministrativo;
2) Istituzioni di diritto privato;
3) Diritto pubblico regionale;
4) Diritto pubblico dell'economia;
5) Istituzioni di diritto e procedura penale;
6) Scienza delle finanze;
7) Dottrina dello Stato.

Materie fra le quali la facoltà determina annualmente quelle da impartirsi come insegnamenti di libera scelta per lo studente:

1) Diritto internazionale privato;
2) Diritto delle comunità europee;
3) Diritto tributario;
4) Diritto del lavoro;
5) Diritto ecclesiastico;
6) Diritto internazionale;
7) Diritto commerciale;
8) Diritto processuale amministrativo;
9) Legislazione del lavoro;
10) Diritto privato comparato;
11) Teoria dell'organizzazione e dei servizi amministrativi;
12) Contabilità dello Stato;
13) Storia dei partiti e movimenti politici;
14) Storia del Risorgimento;
15) Storia del movimento sindacale;
16) Storia del diritto italiano;
17) Storia della pubblica amministrazione;
18) Storia dei trattati e politica internazionale;
19) Storia delle istituzioni politiche;
20) Scienza della politica;
21) Politica economica e finanziaria;
22) Criminologia.

Inoltre lo studente, per ambedue gli indirizzi, dovrà seguire i corsi e sostenere le prove di esame in due lingue straniere moderne scelte tra quelle che saranno determinate anno per anno dalla facoltà.

Per essere ammesso all'esame di laurea lo studente deve avere seguito i corsi e superati gli esami relativi ad almeno diciannove corsi oltre a quelli relativi a due lingue straniere.

Art. 12. — Sono considerati come insegnamenti propedeutici agli effetti dell'iscrizione e dell'esame le istituzioni di diritto pubblico per il diritto costituzionale italiano e comparato e per l'organizzazione internazionale; la storia moderna per la storia contemporanea, il diritto amministrativo per il diritto pubblico della economia.

Inoltre gli insegnamenti del primo biennio comune ai due indirizzi sono propedeutici ai soli effetti dell'esame rispetto a tutti quelli del biennio di specializzazione. Per gli insegnamenti di libera scelta le eventuali propedeuticità sono determinate dalla facoltà nell'approvare il relativo elenco.

Art. 17. — E' modificato nel senso che la seconda parte concernente i gruppi di materie per quanto riguarda il corso di laurea in scienze politiche è abrogata e sostituita dalla seguente:

Materie giuridiche:

Diritto costituzionale italiano e comparato;
Istituzioni di diritto pubblico;
Organizzazione internazionale;
Diritto amministrativo;
Istituzioni di diritto privato;
Diritto pubblico regionale;
Diritto pubblico dell'economia;
Istituzioni di diritto e procedura penale;
Diritto internazionale;
Diritto internazionale privato;
Diritto delle comunità europee;
Diritto tributario;
Diritto del lavoro;
Diritto ecclesiastico;
Diritto commerciale;
Diritto processuale amministrativo;
Teoria dell'organizzazione e dei servizi amministrativi;
Legislazione del lavoro;
Diritto privato comparato;

Materie storiche:

Storia moderna;
Storia delle dottrine politiche;
Storia contemporanea;
Storia economica moderna;
Storia dei trattati e politica internazionale;
Storia delle istituzioni politiche;
Storia dei partiti e movimenti politici;
Storia americana;
Storia ed istituzioni dei Paesi afro-asiatici;
Storia del Risorgimento;
Storia del diritto italiano;
Storia dei rapporti fra Stato e Chiesa;
Storia delle dottrine economiche;
Storia della pubblica amministrazione;
Storia del movimento sindacale;
Storia dell'Europa orientale;

Materie economiche e statistiche:

Economia politica;
Statistica;
Geografia politica ed economica;
Scienza delle finanze;
Politica economica e finanziaria;
Contabilità di Stato.

Materie filosofiche e sociologico-politiche:

Sociologia;
Scienza della politica;
Dottrina dello Stato;
Filosofia della politica;
Criminologia.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° ottobre 1969

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli*: GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *ottobre* 1969
Atti del Governo, registro n. 229, *foglio n.* 161. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 ottobre 1969, n. 767.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Pavia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Pavia, approvato con regio decreto 14 ottobre 1926, n. 2130 e modificato con regio decreto 13 ottobre 1927, n. 2229, e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Pavia, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Gli articoli da 23 a 27, relativi all'ordinamento del corso di laurea in scienze politiche, sono abrogati e sostituiti dai seguenti con il conseguente spostamento della numerazione degli articoli successivi.

FACOLTÀ DI SCIENZE POLITICHE

Art. 23. — La durata del corso per il conseguimento della laurea in scienze politiche è di quattro anni; esso si articola in un biennio propedeutico e in un biennio di specializzazione;

E' titolo di ammissione il diploma di maturità classica o di maturità scientifica.

Lo studente per essere ammesso all'esame di laurea deve avere eseguito i corsi e superato gli esami relativi ad almeno diciannove insegnamenti annuali e a quelli relativi a due lingue straniere.

Gli insegnamenti possono essere anche mutuati da altre facoltà.

Art. 24. — Il biennio propedeutico comprende i seguenti insegnamenti obbligatori:

1) Diritto costituzionale italiano e comparato;
2) Economia politica;
3) Istituzioni di diritto privato;
4) Istituzioni di diritto pubblico;
5) Politica economica e finanziaria;
6) Sociologia;
7) Statistica;
8) Storia delle dottrine politiche;
9) Storia moderna.

L'insegnamento di istituzioni di diritto privato approfondirà anche gli aspetti storico-comparatistici della materia.

Art. 25. — All'inizio del terzo anno di corso lo studente presenta domanda di iscrizione a uno dei cinque indirizzi del biennio di specializzazione.

Lo studente per essere ammesso al biennio di specializzazione deve aver superato almeno sei esami dei nove obbligatori del biennio propedeutico. I rimanenti esami dovranno comunque essere superati prima della laurea.

Art. 26. — Lo studente durante il biennio propedeutico, può anticipare fino a tre insegnamenti obbligatori dell'indirizzo di specializzazione che intende seguire.

Gli insegnamenti di indirizzo a scelta dello studente non possono essere anticipati.

Art. 27. — Lo studente è tenuto a seguire i corsi con durata biennale e a superare i relativi esami in due lingue straniere moderne. Una di queste deve essere l'inglese; l'altra è a scelta dello studente, con preferenza per quelle insegnate nella facoltà. La frequenza del corso di lingua inglese deve aver luogo nel biennio propedeutico.

Art. 28. — Gli esami di diritto amministrativo, di diritto internazionale, di diritto dell'economia e del lavoro non possono essere sostenuti, se prima non siano stati superati gli esami di istituzioni di diritto privato e di istituzioni di diritto pubblico.

L'esame di istituzioni di diritto e procedura penale non può essere sostenuto se prima non sia stato superato l'esame di istituzioni di diritto pubblico.

Gli esami di politica economica e finanziaria e di scienza delle finanze non possono essere sostenuti se prima non sia stato superato l'esame di economia politica.

L'esame di organizzazione economica internazionale non può essere sostenuto se prima non sia stato superato l'esame di politica economica e finanziaria.

L'esame di demografia e statistica sociale non può essere sostenuto se prima non sia stato superato l'esame di statistica.

Gli esami di storia dei trattati e relazioni internazionali e di storia ed istituzioni dei paesi afro-asiatici non possono essere sostenuti se prima non sono stati superati gli esami di storia moderna e di storia contemporanea, ove quest'ultima sia prevista come obbligatoria nell'indirizzo prescelto.

Gli esami dei corsi a carattere superiore non possono essere sostenuti se prima non sia stato superato l'esame del corso di base.

Art. 29. — Il biennio di specializzazione è suddiviso in cinque indirizzi:

1) Politico-amministrativo;
2) Politico-economico;
3) Politico-internazionale;
4) Politico-sociale;
5) Storico-politico.

Sul diploma di laurea viene indicato l'indirizzo seguito.

Art. 30. — Lo studente deve seguire i corsi e superare gli esami di almeno dieci materie indicate nell'elenco predisposto dalla facoltà per ciascun indirizzo. Di questi corsi non più di sette e non meno di quattro sono stabiliti come obbligatori; gli altri sono a scelta dello studente nell'ambito dei restanti insegnamenti del suddetto elenco.

Art. 31. — L'elenco degli insegnamenti obbligatori e a scelta di indirizzo è predisposto dalla facoltà, prima dell'inizio di ogni anno accademico, ai sensi del capo 5° dell'allegato, tabella IV, del decreto del Presidente della Repubblica 31 ottobre 1968, n. 1189, sulla base delle indicazioni date nel successivo articolo 13 in relazione ai fini che ciascun indirizzo si propone e avendo riguardo alle esigenze della continuità degli studi.

Art. 32. — La facoltà con riguardo a specifici fini di orientamento didattico può predisporre l'elenco degli insegnamenti «a scelta» dei singoli indirizzi in modo differenziato a seconda dei campi di studio che articolano ciascun indirizzo.

Art. 33. — La facoltà sceglie gli insegnamenti dei singoli indirizzi nel seguente elenco orientativo:

Antropologia culturale;
Contabilità nazionale;
Contabilità dello Stato e degli enti pubblici;
Controlli costituzionali;
Criminologia;
Demografia;
Diplomazia e diritto diplomatico;
Diritto americano;
Diritto amministrativo;
Diritto inglese;
Diritto commerciale;
Diritto della Comunità europea;
Diritto ecclesiastico;
Diritto dell'economia e del lavoro;
Diritto internazionale;
Diritto parlamentare;
Diritto penale comparato;
Diritto penale e dell'economia;
Diritto privato comparato;
Diritto processuale civile;
Diritto pubblico comparato;
Diritto pubblico comparato degli Stati africani;
Diritto pubblico regionale;
Diritto pubblico romano;
Diritto degli scambi internazionali;
Diritto tributario;
Dottrina dello Stato;
Econometria;
Economia aziendale;
Economia bancaria e monetaria;
Economia dei Paesi afro-asiatici;
Economia dei Paesi in via di sviluppo;
Economia e politica agraria;
Economia, del settore pubblico;
Etnologia;
Filosofia del diritto;
Filosofia morale;
Filosofia della politica;
Filosofia della scienza;
Filosofia della storia;
Geografia politica ed economica;
Istituzioni di diritto e procedura penale;
Istituzioni di matematiche;
Logica;
Metodologia della ricerca storica;
Metodologia delle scienze sociali;
Organizzazione economica internazionale;
Organizzazione internazionale;
Organizzazione politica europea;
Paleografia e diplomatica;
Pedagogia;
Politica comparata;
Programmazione economica;
Psicologia;
Psicologia sociale;
Ricerca operativa;
Scienza dell'amministrazione;
Scienza delle finanze;
Scienza della politica;
Sociologia applicata;
Sociologia economica;
Sociologia giuridica;
Sociologia del lavoro e dell'industria;
Sociologia politica;
Sociologia urbana e rurale;
Statistica economica;
Statistica sociale;
Storia dell'Africa e dell'Asia mediterranea;
Storia americana;
Storia antica;
Storia degli arabi;
Storia contemporanea;
Storia costituzionale e amministrativa dell'Italia contemporanea;
Storia del Cristianesimo;
Storia del diritto italiano;
Storia delle dottrine economiche;
Storia economica;
Storia della filosofia;
Storia ed istituzioni dell'europa orientale;
Storia ed istituzioni dei Paesi afro-asiatici;
Storia delle istituzioni politiche;
Storia medioevale;
Storia moderna e contemporanea dell'Africa;
Storia moderna e contemporanea dell'Asia centrale;
Storia dei partiti e dei movimenti politici;
Storia del pensiero sociologico;
Storia politica e diplomatica dell'Asia orientale;
Storia dei rapporti fra Stato e Chiesa;
Storia del Risorgimento;
Storia e tecnica dei mezzi di informazione;
Storia dei trattati e relazioni internazionali;
Tecnica della ricerca sociale;
Tecnica degli scambi internazionali;
Teoria dell'organizzazione;
Teoria dello sviluppo economico;
Teoria dello sviluppo politico.

Art. 34. — Qualora la facoltà istituisca corsi semestrali o trimestrali due corsi semestrali, tre corsi trimestrali, un corso semestrale e uno trimestrale, equivarranno a un corso annuale.

Qualora la facoltà istituisca corsi pluriennali di una stessa materia, ogni esame annuale verrà computato ai fini del numero minimo dei corsi stabilito.

Art. 35. — E' consentito il passaggio ad altro indirizzo prima dell'inizio del quarto anno di corso mediante presentazione di apposita domanda. Il consiglio di facoltà decide sulla validità dei corsi frequentati e degli esami superati nel precedente indirizzo ai fini del proseguimento degli studi nel nuovo indirizzo.

Art. 36. — E' ammessa la combinazione di due indirizzi. A tale effetto lo studente deve seguire i corsi e superare gli esami di ambedue gli indirizzi e comun-

que in non meno di quattordici materie indicate nell'elenco predisposto dalla facoltà rispetto ai due indirizzi scelti.

Superato l'esame di laurea lo studente consegue il titolo di dottore in scienze politiche con l'indicazione dell'indirizzo prescelto.

Art. 37. — Il consiglio di facoltà stabilisce la distribuzione cronologica degli insegnamenti entro i bienni e le modalità degli esami.

Art. 38. — Il biennio di specializzazione utilizza in particolare anche esercitazioni, dibattiti, ricerche individuali e di gruppo e ogni altro strumento didattico che si riveli opportuno: fa altresì, ricorso a letture, ricerche integrative in campi di studio affini agli argomenti impartiti.

Art. 39. — Quando una stessa materia sia prevista in più indirizzi, fermo restando il carattere unitario del corso di lezioni per tutti gli studenti, i professori ufficiali, nello svolgimento delle esercitazioni e nelle indicazioni dei testi sui quali lo studente deve compiere la sua preparazione così come negli esami, terranno conto della differenziata caratterizzazione dei vari indirizzi.

Art. 40. — L'esame di laurea consiste:

a) in una dissertazione scritta su un tema scelto dal candidato nell'ambito delle materie dell'indirizzo seguito e di quelle del biennio propedeutico direttamente connesse e nella discussione della stessa;

b) in due dissertazioni orali su argomenti scelti dal candidato nell'ambito delle materie dell'indirizzo seguito e di quelle del biennio propedeutico direttamente connesse.

Tali dissertazioni orali possono basarsi su letture, ricerche o esercitazioni compiute, individualmente o in gruppo, nell'ambito degli istituti o dei centri di studi annessi alla facoltà. La scelta del tema della dissertazione scritta e di quelle orali deve essere approvata dal professore ufficiale della materia.

La relativa comunicazione alla segreteria della facoltà deve avere luogo almeno sei mesi prima della sessione d'esame per la dissertazione scritta e almeno due mesi prima della sessione d'esame per le dissertazioni orali.

Art. 41. — Alla facoltà sono ammessi:

una biblioteca

e i seguenti istituti:

Istituto di studi storici e di politica internazionale;
Istituto di storia delle dottrine e delle istituzioni politiche;
Istituto di storia e istituzioni dei Paesi afro-asiatici;
Istituto di studi politico-economici;
Istituto di statistica;
Istituto di studi politico-sociali;
Istituto di studi politico-giuridici.

Gli istituti sono diretti da professori di ruolo o da professori incaricati.

Ogni istituto è disciplinato con apposito regolamento interno.

Disposizioni transitorie

Art. 42. — Il nuovo piano di studi entra in vigore a partire dall'anno accademico 1969-70.

Art. 43. — Gli studenti già iscritti possono seguire, a loro scelta, sia il presente piano di studi, sia il precedente ordinamento didattico.

Art. 44. — Gli studenti iscritti al quarto anno sono ammessi agli indirizzi a condizione che, prima della laurea, abbiano superato gli esami prescritti per l'indirizzo e abbiano svolto, oltre le ordinarie attività di seminario, tre ricerche specializzate integrative.

Gli studenti fuori corso sono ammessi agli indirizzi purchè rinnovino l'iscrizione al quarto anno e si adeguino alle suddette condizioni.

Art. 45. — Il consiglio di facoltà deciderà ai fini della validità della frequenza e degli esami, sull'equivalenza tra gli insegnamenti previsti del precedente ordinamento didattico e quelli impartiti in base al presente piano di studi.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 ottobre 1969

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli*: GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 ottobre 1969
Atti del Governo, registro n. 229, foglio n. 163. — CARUSO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 ottobre 1969, n. **768**.

Istituzione del corso di laurea in scienze bancarie ed assicurative presso la facoltà di economia e commercio dell'Università degli studi di Messina.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Messina, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1090 e modificato con regio decreto 26 ottobre 1940, n. 1905 e successive modificazioni;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Veduta la legge 25 luglio 1966, n. 602;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università di Messina intesa ad ottenere la istituzione del corso di laurea in scienze bancarie ed assicurative presso la facoltà di economia e commercio;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Art. 1.

Presso la facoltà di economia e commercio può essere istituito il corso di laurea in scienze bancarie e assicurative.

Il titolo di studio per l'ammissione al predetto corso di laurea, la durata e l'ordinamento del corso medesimo sono stabiliti dalla tabella annessa al presente decreto firmato d'ordine nostro, dal Ministro per la pubblica istruzione.

All'elenco delle lauree e dei diplomi, di cui alla tabella 1ª, annessa al regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, è aggiunta la laurea in scienze bancarie e assicurative.

La tabella 2ª, annessa al regio decreto n. 1652 è integrata nel senso che la facoltà di economia e commercio rilascia anche la laurea in scienze bancarie e assicurative.

Dopo la tabella 8ª, annessa al citato regio decreto n. 1652, è inserita, assumendo il numero VIII-*ter*, la tabella allegata al presente decreto (allegato *A*).

Art. 2.

A decorrere dall'anno accademico 1969-70 è is presso la facoltà di economia e commercio de versità di Messina, il corso di laurea in scienze bancarie e assicurative.

Art. 3.

Lo statuto dell'Università degli studi di Messina, approvato e modificato con i decreti suindicati è ulteriormente modificato nel senso che dopo l'art. 25, e con il conseguente spostamento della successiva numerazione, viene aggiunto l'art. 26 contenente le norme relative all'ordinamento del corso di studi per il conseguimento della laurea in scienze bancarie e assicurative secondo l'ordinamento riportato nell'annessa tabella.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 ottobre 1969

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Visto, *il Guardasigilli:* GAVA
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *ottobre* 1969
Atti del Governo, registro n. 229, *foglio n.* 162. — CARUSO

TABELLA VIII-*ter*

LAUREA IN SCIENZE BANCARIE E ASSICURATIVE

Durata del corso: quattro anni.

Titoli di ammissione: diploma di maturità classica, di maturità scientifica, di abilitazione per i provenienti dagli istituti tecnici commerciali, industriali, agrari, nautici, per geometri, per il turismo, per le diplomate degli istituti tecnici femminili, e per i periti aziendali e corrispondenti in lingue estere.

Sono insegnamenti fondamentali:

1) Economia politica (1);
2) Istituzioni di diritto privato;
3) Economia aziendale;
4) Matematica finanziaria ed attuariale;
5) Ragioneria generale;
6) Istituzioni di diritto pubblico;
7) Economia politica (2);
8) Statistica;
9) Ragioneria bancaria e assicurativa;
10) Politica economica e finanziaria;
11) Tecnica bancaria;
12) Diritto bancario;
13) Diritto assicurativo;
14) Statistica economica;
15) Tecnica bancaria dei crediti speciali;
16) Controlli pubblici nel settore creditizio e assicurativo;
17) Scienza delle finanze (e diritto tributario);
18) Lingua francese o spagnola (biennale);
19) Lingua inglese o tedesca (biennale).

Sono insegnamenti complementari:

1) Merceologia;
2) Diritto della borsa e dei cambi;
3) Organizzazione e tecnica di borsa;
4) Legislazione tecnica dei pubblici appalti;
5) Diritto industriale;
6) Diritto processuale civile;
7) Economia e finanza delle imprese di assicurazione;
8) Elaborati elettronici e servizi meccanografici;
9) Tecnica delle ricerche di mercato e della distribuzione generale;
10) Contabilità nazionale;
11) Legislazione sociale;
12) Organizzazione economica internazionale;
13) Sociologia dell'economia e della industria;
14) Teoria e pratica degli insediamenti;
15) Altra lingua straniera a scelta.

Gli insegnamenti di economia politica I e II comportano un distinto esame alla fine di ciascun corso.

Gli insegnamenti biennali delle lingue estere comportano un unico esame alla fine del biennio per ciascuna lingua.

L'esame comprenderà una prova scritta ed una orale.

Non può essere ammesso alla prova orale di lingua straniera lo studente che non abbia ottenuto la sufficienza nella prova scritta.

Sono dichiarati propedeutici i seguenti insegnamenti:

a) economia politica (1); *b*) istituzioni di diritto privato; *c*) economia aziendale; *d*) ragioneria generale; *e*) istituzioni di diritto pubblico; *f*) economia politica (2); *g*) statistica. Gli insegnamenti propedeutici debbono precedere per l'esame gli altri insegnamenti come sopra indicati.

Per essere ammesso all'esame di laurea, lo studente deve avere seguito i corsi e superato gli esami di tutti gli insegnamenti fondamentali, e almeno due da lui scelti fra i complementari.

L'esame di laurea consiste nella discussione orale di una dissertazione scritta su un tema che rientri in uno degli insegnamenti fondamentali o complementari, impartiti nella facoltà escluse le lingue straniere.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per la pubblica istruzione
FERRARI AGGRADI

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1969.

Sostituzione di un componente del comitato regionale contro l'inquinamento atmosferico per l'Emilia-Romagna.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Vista la legge 13 luglio 1966, n. 615, recante provvedimenti contro l'inquinamento atmosferico;

Visto il proprio decreto di data 17 febbraio 1969, con il quale è istituito il comitato regionale contro l'inquinamento atmosferico per l'Emilia-Romagna;

Vista la nota n. 4142 del 4 giugno 1969 del medico provinciale di Bologna con il quale si comunica che l'ing. Leonardo Anastasia è stato sostituito nella carica di capo dell'ispettorato compartimentale della motorizzazione civile per l'Emilia-Romagna dall'ing. Guido Palazzi;

Decreta:

L'ing. Guido Palazzi, capo dell'ispettorato compartimentale della motorizzazione civile per l'Emilia-Roma-

gna, viene nominato componente del comitato regionale contro l'inquinamento atmosferico per l'Emilia-Romagna, in sostituzione dell'ing. Leonardo Anastasia.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 giugno 1969

Il Ministro: RIPAMONTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° settembre 1969
Registro n. 7 Sanità, foglio n. 113

(10537)

DECRETO MINISTERIALE 3 ottobre 1969.

Nomina della commissione centrale per l'esame dei ricorsi avverso le deliberazioni delle commissioni compartimentali per i tabacchi secchi allo stato sciolto del raccolto 1969.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il regolamento per la coltivazione indigena del tabacco, approvato con regio decreto 12 ottobre 1924, n. 1590, e successive modificazioni;

Vista la legge 21 aprile 1961, n. 342, che, istituendo una nuova disciplina per le perizie dei tabacchi greggi, sostituisce l'art. 69 del citato regolamento;

Riconosciuta la necessità di provvedere per i tabacchi secchi allo stato sciolto prodotti nella campagna 1969, alla nomina della commissione centrale per l'esame dei ricorsi avverso le deliberazioni delle commissioni compartimentali;

Considerato che allo scopo di assicurare la continuità delle prestazioni in parola è indispensabile assumere l'impegno della spesa anche a carico dell'esercizio finanziario 1970 in base alla facoltà prevista dall'art. 272, secondo comma, del regolamento di contabilità generale dello Stato approvato con regio decreto 23 maggio 1924, n. 827;

Decreta:

Art. 1.

Per l'esame dei ricorsi avverso le deliberazioni delle commissioni compartimentali è nominata per i tabacchi secchi allo stato sciolto del raccolto 1969, fino al 31 dicembre 1970, la seguente commissione centrale:

Dorsa dott. Gaetano, ispettore generale tecnico;
Ceschin dott. Alessandro, ispettore generale tecnico;
Cerullo dott. Federico, ispettore superiore tecnico;
Santangelo Giuseppe, perito principale 2ª classe, segretario.

Art. 2.

Ai funzionari che espleteranno le mansioni suddette sarà corrisposto il gettone di presenza stabilito dalle vigenti disposizioni.

La relativa spesa presunta, ammontante complessivamente a L. 110.000 (centodiecimila), farà carico:

al capitolo 127 del corrente esercizio per L. 10.000;
al corrispondente capitolo del successivo esercizio 1970 per L. 100.000.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 ottobre 1969

Il Ministro: BOSCO

(10693)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 29 ottobre 1969.

Proroga della gestione commissariale del comune di Massa.

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 30 luglio 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 208 del 14 agosto 1969, il consiglio comunale di Massa è stato sciolto ed è stato provveduto alla nomina di un commissario straordinario nella persona del vice prefetto dott. Salvatore Ricceri.

Il predetto commissario ha dovuto, nel primo periodo della gestione commissariale, deliberare numerosi e importanti provvedimenti resi obbligatori dalla legge, quali il bilancio preventivo 1969, il nuovo piano regolatore generale della città e la rielaborazione del piano di zona per l'edilizia economica popolare, e curare la riorganizzazione — tuttora in corso — di taluni delicati servizi d'istituto al fine di riportare alla normalità la situazione della civica azienda, compromessa nella sua funzionalità dalla precedente carenza dell'Amministrazione ordinaria.

Poichè, in atto, il commissario straordinario sta predisponendo un complesso di provvedimenti che si rendono indispensabili per completare l'impostazione del programma amministrativo che si intende realizzare, si è ritenuto necessario prorogare, a termini di legge, la gestione commissariale ed a ciò si è provveduto con decreto prefettizio in data odierna, unito alla presente relazione.

Massa, addì 29 ottobre 1969

Il prefetto: TROIANI

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI MASSA-CARRARA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 30 luglio 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 208 del 14 agosto 1969, con il quale è stato disposto lo scioglimento del consiglio comunale di Massa e nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione di detto comune il vice prefetto dott. Salvatore Ricceri;

Considerata la prossima scadenza del termine della durata della gestione commissariale stabilito dal primo comma dell'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148;

Ritenuta la necessità di prorogare la gestione commissariale, per i motivi esposti nella relazione illustrativa allegata al presente decreto, del quale forma parte integrante;

Visto l'art. 323 del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, l'art. 103 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2839 e l'art. 10 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 16 maggio 1960, n. 570;

Decreta:

La gestione commissariale straordinaria del comune di Massa, affidata al vice prefetto dott. Salvatore Ricceri è prorogata a termini di legge.

Il commissario dott. Salvatore Ricceri conserva tutti i poteri conferitigli col decreto del Presidente della Repubblica di cui in premessa.

Massa, addì 29 ottobre 1969

Il prefetto: TROIANI

(10659)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma originale di abilitazione professionale

Il dott. Gino Cardinali, nato a Jesi (Ancona) il 10 agosto 1913, ha dichiarato di avere smarrito il diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di dottore commercialista rilasciatogli dall'Università di Firenze in data 22 settembre 1937.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Firenze.

(10516)

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma di abilitazione definitiva all'esercizio professionale.

Il dott. Flavio De Guglielmi, nato ad Albenga (Savona) il 25 giugno 1922, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma di abilitazione definitiva all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dall'Università di Genova in data 10 settembre 1966.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Genova.

(10518)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 282, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 23 settembre 1966 dai proff. Quaglia Giacomo e Baruzzini Giovanni, avverso l'esclusione dalla graduatoria degli aspiranti a incarichi e supplenze per l'insegnamento delle applicazioni tecniche nella provincia di Pordenone, nell'anno scolastico 1966-67.

Con decreto del Presidente della Repubblica 2 maggio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 46, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 1° dicembre 1966 dalla prof.ssa Durli Anna, avverso la decisione 28 ottobre 1965, n. 9379/C7, della commissione provinciale costituita, ai sensi dell'art. 5 della legge 19 marzo 1955, n. 160, presso il provveditorato agli studi di Pordenone.

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 216, sono stati dichiarati inammissibili i ricorsi straordinari prodotti dal prof. Maletta Alberto in data 31 maggio 1965, avverso il punteggio attribuitogli nella graduatoria « B » compilata per il conferimento di cattedre di italiano, storia e geografia nelle scuole tecniche e nelle scuole professionali femminili e nella graduatoria « B » compilata per cattedre di lingua francese nelle medesime scuole, ai sensi della legge 28 luglio 1961, n. 831.

Con decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 312, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dalla prof.ssa Cirillo Anita Leone in data 23 gennaio 1964, avverso la denegata assunzione nel ruolo degli insegnanti di cui alla cattedre A II, A III e M I negli istituti di istruzione secondaria statale, ai sensi della legge 28 luglio 1961, n. 831.

Con decreto del Presidente della Repubblica 18 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 315, è stato dichiarato in parte inammissibile e in parte irricevibile il ricorso straordinario prodotto dal prof. D'Amico Giovanni in data 3 ottobre 1964, avverso denegata assunzione in ruolo, ai sensi della legge 28 luglio 1961, n. 831.

(10512)

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 280, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 26 aprile 1967 dal sig. Di Costanzo Pasquale, avverso la graduatoria del concorso ad un posto di bidello non di ruolo presso la scuola media « V. Rocco » di San Arpino e avverso i decreti 17 marzo 1967, n. 3402 e 19 aprile 1967, numero 9986, del provveditore agli studi di Caserta.

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 283, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 14 novembre 1966 dalla signora Fabozzi Ninetta n. Maturi, avverso la graduatoria del concorso per l'assunzione di una bidella non di ruolo presso la scuola media di Marsoconuovo (Potenza).

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 3 ottobre 1969, registro n. 80, foglio n. 271, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto il 12 novembre 1965 dal sig. Rech Luigi, avverso la graduatoria del concorso per l'assunzione di un bidello non di ruolo presso la scuola media di Seren del Grappa (Bolzano).

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 226, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto il 13 gennaio 1968 dalla sig.na Stella Concettina, avverso la decisione della commissione di cui all'art. 5 legge 19 marzo 1955, n. 160, in data 13 luglio 1967, che ha respinto il ricorso gerarchico dalla stessa prodotto per erronea valutazione dei titoli validi al fine dell'inclusione nella graduatoria provinciale degli insegnanti non abilitati di educazione musicale per la provincia di Enna.

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 228, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto il 29 novembre 1965 dalla dott.ssa Di Iorio Maria, per l'annullamento della decisione 11 giugno 1965, n. 831, emessa dal provveditore agli studi di Terni sul gravame gerarchico prodotto dalla medesima contro le note di qualifica attribuitele, per l'anno scolastico 1964-65, dal preside della scuola media di Montecastrilli.

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 54, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 30 agosto 1965, dalla prof.ssa De Silva Maria Teresa, avverso la decisione 14 luglio 1965, n. 45539, della commissione provinciale costituita ai sensi dell'art. 6 della legge 19 marzo 1955, n. 160, presso il provveditorato agli studi di Roma in materia di errata valutazione del titolo di abilitazione al fine dell'insegnamento di educazione artistica nelle scuole medie.

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 maggio 1969, registrato alla Corte dei conti il 9 ottobre 1969, registro n. 82, foglio n. 50, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto il 14 marzo 1966 dalla prof.ssa Pozzan Anna Maria, avverso la decisione 28 febbraio 1966, della commissione provinciale costituita, ai sensi dell'art. 5 della legge 19 marzo 1955, presso il provveditorato agli studi di Vicenza in materia di modifica dell'atto di nomina.

(10510)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Atripalda ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Atripalda (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 50.995.515, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10602)

Autorizzazione al comune di Casalbore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Casalbore (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.300.500, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10603)

Autorizzazione al comune di Greci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Greci (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.951.845, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10604)

Autorizzazione al comune di Mirabella Eclano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Mirabella Eclano (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.667.855, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10605)

Autorizzazione al comune di Montefredane ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Montefredane (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.447.335, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10606)

Autorizzazione al comune di Petruro Irpino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Petruro Irpino (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.236.295, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10607)

Autorizzazione al comune di Salza Irpina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Salza Irpina (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.015.425, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10608)

Autorizzazione al comune di Crevalcore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Crevalcore (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 69.984.100, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10609)

Autorizzazione al comune di Grizzana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Grizzana (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 59.539.225, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10610)

Autorizzazione al comune di Molinella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Molinella (Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10611)

Autorizzazione al comune di Caianello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Caianello (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.874.625, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10612)

Autorizzazione al comune di Cancello ed Arnone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Cancello ed Arnone (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.719.325, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(10613)

Autorizzazione al comune di Presenzano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Presenzano (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.631.400, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10614)

Autorizzazione al comune di San Gregorio Matese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di San Gregorio Matese (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.212.315, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10615)

Autorizzazione al comune di Sant'Angelo d'Alife ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Sant'Angelo d'Alife (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.028.830, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10616)

Autorizzazione al comune di Vinci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Vinci (Firenze) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 54.459.465, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10618)

Autorizzazione al comune di Trentola Ducenta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Trentola Ducenta (Caserta) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 50.754.845, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10617)

Autorizzazione al comune di Verucchio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Verucchio (Forlì) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 39.226.060, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10620)

Autorizzazione al comune di Montefiore Conca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 30 ottobre 1969, il comune di Montefiore Conca, (Forlì) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 38.319.590, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(10619)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 215

Corso dei cambi del 12 novembre 1969 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	625,20	624,30	624,57	624,45	624,30	624,85	624,70	624,45	624,89	624,30
$ Can.	580,95	580,25	580,75	580,60	580,20	580,90	580,70	580,60	580,90	580,90
Fr. Sv.	144,32	144,30	144,19	144,31	144,10	144,50	144,35	144,31	144,50	144,25
Kr D.	83,34	83,25	83,40	83,39	83,20	83,37	83,45	83,39	83,37	83,35
Kr N.	87,48	87,40	87,45	87,46	87,30	87,42	87,46	87,46	87,42	87,40
Kr. Sv.	121,07	121 —	121,05	121,10	120,90	121,07	121,08	121,10	121,07	121,07
Fol.	173,43	173,35	173,38	173,43	173,10	173,45	173,46	173,43	173,45	173,40
Fr. B.	12,58	12,56	12,57	12,5750	12,575	12,58	12,5675	12,5750	12,58	12,58
Franco francese	112,08	112 —	111,95	112,04	111,90	112,08	112,08	112,04	112,08	112 —
Lst.	1499,15	1497 —	1497,30	1497,25	1496,25	1497,50	1498,25	1497,25	1497,90	1497 —
Dm. occ.	169,41	169,20	169,30	169 —	169,10	169,33	169,325	169 —	169,33	169,23
Scell. Austr.	24,14	24,11	24,11	24,125	24,05	24,12	24,125	24,125	24,12	24,12
Escudo Port.	21,99	21,95	22,02	21,97	21,95	21,99	21,99	21,97	21,99	21,99
Peseta Sp.	8,93	8,92	8,93	8,9280	8,90	8,92	8,9325	8,9280	8,92	8,93

Media dei titoli del 12 novembre 1969

Rendita 5 % 1935	95,375
Redimibile 3,50 % 1934	99,50
» 3,50 % (Ricostruzione)	87,85
» 5 % (Ricostruzione)	92,05
» 5 % (Riforma fondiaria)	90,45
» 5 % (Città di Trieste)	91 —
» 5 % (Beni Esteri)	89,575
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	98,25
» » » » 1968-83	99,275
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	95,925
» » » 5,50 % 1976	99,925
» » » 5 % 1977	99,225
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1977	99,375
» » » 5,50 % 1978	99,375
» » » 5,50 % 1979	99,80
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1970)	99,70
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	99,15
» 5 % (» 1° aprile 1973)	97,925
» 5 % (» 1° aprile 1974)	97,375
» 5 % (» 1° aprile 1975)	96,80
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	96,40
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	96,30
» 5 % (» 1° aprile 1978)	95,775

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 12 novembre 1969

1 Dollaro USA	624,575
1 Dollaro canadese	580,65
1 Franco svizzero	144,33
1 Corona danese	83,42
1 Corona norvegese	87,46
1 Corona svedese	121,09
1 Fiorino olandese	173,445
1 Franco belga	12,571
1 Franco francese	112,06
1 Lira sterlina	1497,75
1 Marco germanico	169,302
1 Scellino austriaco	24,125
1 Escudo Port.	21,98
1 Peseta Sp.	8,93

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 30 luglio 1969, registrato alla Corte dei conti l'8 ottobre 1969, registro n. 12 Industria e commercio, foglio n. 46, sulla proposta del Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato, è respinto il ricorso straordinario in data 31 ottobre 1967, con il quale il dott. Nello Dal Canto ha impugnato il decreto ministeriale 13 aprile 1967, che ha respinto il ricorso gerarchico in data 13 ottobre 1966 proposto dallo stesso dott. Dal Canto avverso la lettera prefettizia 12 settembre 1966, con la quale il prefetto di Pisa aveva respinto l'istanza di rinnovo della concessione delle sorgenti di acqua minerale « Vallicelle », prodotta dal dott. Dal Canto.

Con il citato decreto presidenziale 30 luglio 1969 è stato inoltre dichiarato inammissibile il ricorso straordinario pervenuto al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato il 21 novembre 1967, con il quale il dott. Nello Dal Canto ha impugnato il decreto ministeriale 12 maggio 1967, con cui è stata rilasciata al sig. Bruno Pacini la concessione « Vallicelle » per anni venti.

(10523)

ORDINE AL MERITO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

Annullamento di decreto di concessione di onorificenza

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 16 ottobre 1969, è stato annullato il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 dicembre 1968, per la parte relativa al conferimento della onorificenza di cavaliere dell'Ordine al merito della Repubblica italiana al signor Zennaro geom. Antonio.

(10539)

BANCA D'ITALIA

Errata-corrige

Nel decreto ministeriale 17 giugno 1969 « Approvazione del nuovo statuto della Cassa di risparmio di Padova e Rovigo », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 180 del 17 luglio 1969, la seconda riga dell'ultimo comma dell'art. 6 dello statuto deve intendersi sostituita dalla seguente: « . . . tre mesi dalla richiesta, da effettuarsi dal presidente del con- . . .»; all'art. 42, dopo la lettera *u*) deve seguire la lettera *v*) e non la *f*); all'art. 45, ultimo comma, dove è scritto: « . . . modalità *a* termini . . . » leggasi: « . . . modalità *e* termini . . . ».

(10683)

ISTITUTO DI CREDITO PER LE IMPRESE DI PUBBLICA UTILITA

Avviso riguardante il sorteggio, per il rimborso, di titoli rappresentanti obbligazioni: 5,50 % serie speciale « Società Edison »; 6 % serie speciale « Società Edison »; 6 % serie speciale « Società Montecatini »; 6 % serie ordinaria trentennali; 6 % serie ordinaria ventennali.

Si notifica che il giorno 1° dicembre 1969, con inizio alle ore 9, si procederà, nella sala delle estrazioni presso la sede dell'Istituto di credito per le imprese di pubblica utilità, via Quintino Sella n. 2, Roma, alle seguenti operazioni:

A) *in ordine alle obbligazioni* 5,50 % *serie speciale « Società Edison »*

2ª Emissione:

Estrazione a sorte di:

n. 969 titoli di L. 12.500
» 1.456 titoli di » 25.000

in totale n. 2.425 titoli per il complessivo valore nominale di L. 48.512.500;

B) *in ordine alle obbligazioni* 6 % *serie speciale « Società Edison »*

Estrazione a sorte di:

n. 1.268 titoli di L. 25.000
» 1.596 titoli di » 50.000
» 3.655 titoli di » 100.000
» 2.649 titoli di » 500.000

in totale n. 9.168 titoli per il complessivo valore nominale di L. 1.801.500.000 così ripartiti:

1) 3ª Emissione:

n. 422 titoli di L. 25.000
» 437 titoli di » 50.000
» 1.076 titoli di » 100.000
» 474 titoli di » 500.000

per il complessivo valore nominale di L. 377.000.000;

2) 4ª Emissione:

n. 302 titoli di L. 25.000
» 453 titoli di » 50.000
» 603 titoli di » 100.000
» 573 titoli di » 500.000

per il complessivo valore nominale di L. 377.000.000;

3) 5ª Emissione:

n. 310 titoli di L. 25.000
» 401 titoli di » 50.000
» 1.127 titoli di » 100.000
» 913 titoli di » 500.000

per il complessivo valore nominale di L. 597.000.000;

4) 6ª Emissione:

n. 234 titoli di L. 25.000
» 305 titoli di » 50.000
» 849 titoli di » 100.000
» 689 titoli di » 500.000

per il complessivo valore nominale di L. 450.500.000;

C) *in ordine alle obbligazioni* 6 % *serie speciale « Società Montecatini »*

Estrazione a sorte di:

n. 230 titoli di L. 25.000
» 465 titoli di » 50.000
» 1.435 titoli di » 100.000
» 1.405 titoli di » 500.000

in totale n. 3.535 titoli per il complessivo valore nominale di L. 875.000.000;

D) *in ordine alle obbligazioni* 6 % *serie ordinaria trentennali*

Estrazione a sorte di:

n. 273 titoli di L. 2.500
» 543 titoli di » 5.000
» 5.782 titoli di » 12.500
» 3.131 titoli di » 25.000

in totale n. 9.729 titoli per il complessivo valore nominale di L. 153.947.500;

E) *in ordine alle obbligazioni* 6 % *serie ordinaria ventennali*

Estrazione a sorte di:

n. 7.716 titoli di L. 12.500
» 328 titoli di » 25.000
» 39.532 titoli di » 50.000
» 23.008 titoli di » 500.000
» 7.224 titoli di » 1.000.000
» 18 titoli di » 5.000.000

in totale n. 77.826 titoli per il complessivo valore nominale di L. 20.899.250.000.

Alle suddette operazioni potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione saranno pubblicati i numeri dei titoli sorteggiati.

(10646)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Bandi di concorso, per titoli e per esame colloquio, a posti di personale scientifico e tecnico a contratto

Si informa che sul Bollettino ufficiale del Consiglio nazionale delle ricerche - Parte II - Personale, n. 12, in data 30 ottobre 1969, sono stati pubblicati i seguenti bandi di concorso:

Concorsi per titoli e per esame colloquio a quattro posti di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati all'Istituto di elaborazione dell'informazione, Pisa.

Concorsi per titoli e per esame colloquio a due posti di aspirante ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di ingegneria dei sistemi applicati al volo, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio ad un posto di allievo aiutante di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato al Laboratorio di ingegneria dei sistemi applicati al volo, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio ad un posto di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato al Laboratorio di ingegneria dei sistemi applicati al volo, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio a nove posti di ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di ricerca e tecnologia per lo studio del plasma nello spazio, Roma.

Concorsi per titoli e per esame colloquio a cinque posti di aiutante di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di ricerca e tecnologia per lo studio del plasma nello spazio, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio a tre posti di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di ricerca e tecnologia per lo studio del plàsma nello spazio, Roma.

Concorso per titoli ad un posto di direttore di ricerca del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato al Laboratorio di chimica nucleare, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio ad un posto di ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato all'Istituto di ricerca sulle acque, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio a tre posti di ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati all'Istituto di ricerca sulle acque, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio ad un posto di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato all'Istituto di ricerca sulle acque, Roma.

Concorsi per titoli e per esame colloquio a due posti di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Centro di studio dei sistemi di controllo e calcolo automatici, Roma.

Concorso per titoli e per esame colloquio a tre posti di ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di cosmo-geofisica, Torino.

Concorsi per titoli e per esame colloquio a due posti di aiutante di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di cosmo-geofisica, Torino.

Concorso per titoli e per esame colloquio a due posti di tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati al Laboratorio di cosmo-geofisica, Torino.

Concorso per titoli e per esame colloquio ad un posto di aspirante ricercatore del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnato all'Istituto di metrologia « G. Colonnetti », Torino.

Concorso per titoli e per esame colloquio a tre posti di allievo aiutante di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati all'Istituto di metrologia « G. Colonnetti », Torino.

Concorso per titoli e per esame colloquio a tre posti di allievo tecnico di laboratorio del personale a contratto del Consiglio nazionale delle ricerche, assegnati all'Istituto di metrologia « G. Colonnetti », Torino.

Si informa che i termini di presentazione delle domande scadranno il 29 novembre 1969 e che, per ogni altra eventuale informazione, gli interessati possono rivolgersi al Consiglio nazionle delle ricerche, piazzale delle Scienze n. 7, 00100 Roma.

(10685)

Bandi di concorso a borse di studio e di addestramento

Si informa che nel Bollettino ufficiale del Consiglio nazionale delle ricerche - Anno IV - Parte III - N. 10 del 24 ottobre 1969, sono stati pubblicati i seguenti bandi di concorso:

Bando di concorso a venti borse di studio, da usufruirsi presso istituti italiani, per ricerche nel campo delle discipline afferenti al comitato nazionale per le scienze fisiche.

Bando di concorso a quaranta borse di studio per laureandi italiani, nell'ambito di indirizzi di ricerca promossi dal comitato nazionale per le scienze matematiche.

Bando di concorso a dieci borse di studio presso istituti o laboratori esteri, per ricerche nel campo delle discipline afferenti al comitato nazionale per le scienze matematiche.

Bando di concorso a quindici borse di studio, da usufruirsi presso istituti italiani, per ricerche nel campo delle discipline afferenti al comitato nazionale per le scienze matematiche.

(10701)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Concorso pubblico, per esami e per titoli, a complessivi novecento posti di cantoniere in prova

IL MINISTRO PER I TRASPORTI E L'AVIAZIONE CIVILE

Vista la legge 26 marzo 1958, n. 425, concernente lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, recante norme di applicazione del citato stato giuridico, e successive modificazioni;

Vista la relazione della direzione generale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato n. P.2.1.1./59026 in data 7 luglio 1969;

Sentito il consiglio di amministrazione delle ferrovie dello Stato, che ha espresso parere favorevole nell'adunanza n. 19 del 10 luglio 1969;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a complessivi novecento posti di cantoniere in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato.

Art. 2.

Ai concorrenti che saranno assunti verranno assegnati lo stipendio e le altre competenze della qualifica, in base alle norme in vigore.

Art. 3.

E' approvato l'allegato « avviso-programma » contenente le norme per lo svolgimento del concorso e la ripartizione dei posti fra i compartimenti interessati.

Roma, addì 10 luglio 1969

Il Ministro: MARIOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 *ottobre* 1969
Registro n. 53 *Ferrovie, foglio n.* 336

AVVISO-PROGRAMMA DI CONCORSO

E' indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a complessivi novecento posti di cantoniere in prova alle dipendenze dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato.

Gli esami saranno tenuti nei seguenti compartimenti, a ciascuno dei quali è riservato il numero dei posti indicati a fianco:

Divisione	posti n.
Divisione lavori di Torino	90
Divisione lavori di Milano	95
Divisione lavori di Verona (anche per le esigenze della divisione lavori di Bolzano)	65
Divisione lavori di Venezia	40
Divisione lavori di Trieste	25
Divisione lavori di Genova	20
Divisione lavori di Bologna	75
Divisione lavori di Firenze (anche per le esigenze della divisione lavori di Pisa)	50
Divisione lavori di Ancona	40
Divisione lavori di Roma	85
Divisione lavori di Napoli	65
Divisione lavori di Bari	55
Divisione lavori di Reggio Calabria	80
Divisione lavori di Palermo	95
Divisione lavori di Cagliari	20

La partecipazione al concorso è limitata a un solo Compartimento.

1. — *Titolo di studio*

Per l'ammissione al concorso, gli aspiranti dovranno essere forniti di licenza elementare superiore, rilasciata da scuola pubblica italiana.

2. — *Domanda*

La domanda di ammissione al concorso, redatta — sulla prescritta carta bollata — in conformità al modello allegato *A*, dovrà pervenire *alla segreteria compartimentale delle ferrovie dello Stato della sede prescelta* entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Della tempestività dell'arrivo della domanda fa fede unicamente il timbro a data apposto sulla domanda stessa dalla segreteria del compartimento delle ferrovie dello Stato prescelto.

L'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato non assume responsabilità alcuna per ritardi o disguidi di domande o di comunicazioni inerenti al concorso, anche se imputabili a fatti di terzi od a causa di forza maggiore.

Le domande che pervengano ad organi ferroviari centrali o periferici, diversi dalla segreteria del compartimento delle ferrovie dello Stato prescelto per sostenere il concorso, non saranno ritenute valide e quindi non verranno prese in considerazione.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata dal segretario comunale o da un notaio o dal comandante della nave mercantile o, per coloro che si trovano all'estero, dall'autorità consolare. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo del proprio ufficio e per i militari alle armi quello del comandante della compagnia o unità equiparata.

In detta domanda i candidati debbono dichiarare:

il cognome e nome (le donne coniugate debbono indicare anche il cognome del coniuge);

la data e il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate;

gli estremi del titolo di studio di cui al precedente punto 1;

la propria posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i servizi prestati presso pubbliche amministrazioni (compresa l'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato) e le cause di eventuale risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

i titoli che danno diritto all'elevamento del limite massimo di età per l'ammissione al concorso, elencati al successivo punto 3;

il proprio indirizzo e numero di codice postale; l'Azienda delle ferrovie dello Stato non assume ovviamente responsabilità alcuna nel caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatta indicazione del recapito da parte dell'aspirante o da mancata o tardiva segnalazione del cambiamento del recapito stesso, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici.

I candidati che concorrono per il compartimento di Verona e che, ai sensi del successivo punto 11, intendano sostenere la prova aggiuntiva in lingua tedesca, ovvero che intendano sostenere le prove obbligatorie del concorso in detta lingua tedesca, sottoponendosi alla prova di conoscenza della lingua italiana, debbono indicarlo nella domanda.

Tuttavia delle richieste di cui al comma precedente sarà tenuto conto anche se fatte con domande separate, ma soltanto se queste perverranno alla competente segreteria del compartimento delle ferrovie dello Stato di Verona entro il termine perentorio sopra stabilito per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

3. — *Limiti di età per la partecipazione al concorso*

Il candidato deve aver compiuto il 18° anno di età e non superato il 30° alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione della domanda di ammissione al concorso.

Il suddetto limite di 30 anni di età è elevato:

a) di due anni, per i coniugati entro la cennata data di scadenza;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

c) di cinque anni, per i combattenti, profughi e categorie assimilate;

d) del periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944 ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito senza modifiche nella legge 5 maggio 1949, n. 178, per i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali;

e) ad anni 39:

per i combattenti o assimilati, decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra al valor militare ovvero promossi per merito di guerra;

per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificata dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267;

f) ad anni 40:

per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico o da altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti alla vigilanza dello Stato o comunque interessanti la finanza statale, soppressi e messi in liquidazione in applicazione della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, purchè non siano trascorsi 5 anni dalla data di cessazione del rapporto d'impiego;

g) ad anni 55:

per gli invalidi di guerra militari e civili, di cui l'art. 2 della legge 2 aprile 1968, n. 482, con le esclusioni di cui all'ultimo comma di tale articolo;

per gli invalidi per servizio statale di cui l'art. 3 della citata legge 482/1968, con le esclusioni previste dall'articolo stesso;

per gli invalidi del lavoro di cui all'art 4 della citata legge 482/1968;

per gli invalidi civili di cui l'art. 5 della medesima legge 482/1968;

per gli orfani e le vedove di coloro che siano morti per fatto di guerra, o per servizio o sul lavoro, ovvero a causa dell'aggravarsi delle mutilazioni o infermità che diedero luogo a pensione di guerra, pensione privilegiata ordinaria o rendita di infortunio; nonchè per i figli e le mogli di coloro che per gli stessi motivi siano divenuti inabili a qualsiasi lavoro (art. 8 della ripetuta legge 482/1968).

I benefici di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), *d*), *e*) che precedono, si cumulano fra loro purchè complessivamente non vengano superati i 40 anni di età; non si cumulano fra loro gli aumenti di cui alla precedente lettera *c*).

Le elevazioni di cui alle lettere *f*) e *g*) assorbono qualsiasi altro aumento.

Si prescinde dal limite di età nei confronti degli aspiranti di cui appresso, purchè non abbiano raggiunto l'età prevista per il collocamento a riposo ai sensi dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato:

dipendenti civili dello Stato e dipendenti militari di cui la legge 26 marzo 1965, n. 229;

sottufficiali dell'Esercito, della Marina, della Aeronautica cessati dal servizio a domanda od anche di autorità, semprechè si trovino nelle condizioni previste dai decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220;

personale delle ferrovie in concessione di cui all'art. 1 della legge 12 marzo 1968, n. 289.

4. — *Possesso dei requisiti*

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso e i titoli che danno diritto ad attribuzione di punteggio supplementare, a preferenza nella graduatoria a parità di punti, o a riserva di posti, debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine perentorio per la presentazione delle domande, stabilito al primo comma del precedente punto 2; il computo della durata dei servizi valutabili ai fini del cennato punteggio supplementare, va limitato anch'esso alla data suddetta.

5. — *Esclusione dal concorso*

Non possono partecipare al concorso i cittadini esclusi dall'elettorato politico attivo e quelli che siano stati revocati, destituiti o dichiarati decaduti dall'impiego presso una pubblica amministrazione.

La competenza ad escludere dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, viene delegata ai direttori compartimentali dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, nelle cui sedi si svolge il concorso.

6. — *Accertamento dei requisiti fisici, psichici e attitudinali*

Gli aspiranti devono possedere sana e robusta costituzione, nonchè gli specifici requisiti fisici, psichici e attitudinali necessari a disimpegnare le mansioni inerenti alla qualifica di cantoniere.

Saranno dichiarati non idonei i candidati che, per le loro condizioni di salute o per i loro precedenti morbosi, potrebbero trovare difficoltà al disimpegno incondizionato delle attribuzioni pertinenti alla qualifica di cantoniere, o invocare tali condizioni e precedenti per ottenere facilitazioni di servizio, ovvero andare soggetti ad un prematuro esonero per inabilità fisica.

Gli aspiranti devono inoltre possedere i seguenti requisiti fisici speciali prescritti — nell'apposita tabella (approvata con decreto ministeriale 3 gennaio 1966, n. 12) — per l'ammissione in servizio con la qualifica di cantoniere: statura non inferiore a m. 1,55; acutezza visiva 10/10 in ciascun occhio senza lenti; campo visivo normale; senso cromatico normale; percezione della voce afona a non meno di m. 8 da ciascun orecchio.

I minorati di guerra e categorie assimilate possono partecipare al presente concorso, ma saranno dichiarati idonei soltanto se i sanitari dell'azienda li troveranno in possesso dei requisiti speciali sopraindicati e giudicheranno che la loro minorazione non costituisce motivo di incompatibilità con l'incondizionato disimpegno di tutte le mansioni inerenti alla qualifica di cantoniere e che essi non presentano inoltre i presupposti di inidoneità configurati nel secondo comma del presente punto 6.

L'accertamento dei requisiti fisici, psichici e attitudinali verrà disposto solo nei confronti degli aventi titolo all'assunzione ed effettuato a cura dei sanitari dell'azienda.

L'esito dell'accertamento stesso verrà comunicato agli interessati; in caso di inidoneità, gli interessati potranno chiedere una visita di appello e a tal fine, entro il termine perentorio di dieci giorni dalla data della comunicazione, dovranno far pervenire apposita domanda in carta legale, corredata da certificato medico, alla segreteria compartimentale presso cui hanno concorso.

Coloro che non abbiano inoltrato domanda di visita di appello nel termine sopra indicato, o che non abbiano ottenuto di esservi sottoposti o che, sottoposti a tale visita con esito negativo, risultino perciò definitivamente inidonei, decadono dal diritto alla assunzione.

Tanto alla prima visita quanto a quella eventuale d'appello, i concorrenti dovranno presentarsi muniti di uno dei documenti di identità personale specificati al successivo punto 8.

7. — *Commissioni esaminatrici*

Il direttore generale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato è autorizzato a nominare le commissioni esaminatrici compartimentali e gli eventuali membri aggiunti.

I relativi provvedimenti verranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

8. — *Diario delle prove di esame, comunicazioni e documenti di identità*

I concorrenti dovranno, nel loro interesse, seguire le pubblicazioni che verranno fatte nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica circa la data e le sedi in cui avrà luogo la prova scritta: data e sedi che saranno stabilite con successivo provvedimento del direttore generale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato.

I concorrenti stessi riceveranno apposita credenziale.

Per essere ammessi a sostenere le prove d'esame, i candidati dovranno esibire uno dei seguenti documenti di riconoscimento, non scaduto di validità:

carta d'identità, tessera postale, porto d'armi, patente automobilistica, passaporto;

tessera ferroviaria di riconoscimento ovvero libretto ferroviario;

tessera militare di riconoscimento, con fotografia;

fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio.

9. — *Prove di esame*

Gli esami obbligatori consisteranno in una prova scritta e in una prova pratica, come dal programma di cui all'allegato *B*.

Per ciascuna prova obbligatoria la commissione disporrà di un massimo di 10 punti.

Saranno ammessi alla prova pratica i concorrenti che avranno riportato almeno sette punti su dieci nella prova scritta.

Saranno dichiarati idonei i concorrenti che nella prova pratica avranno riportato almeno sei punti su dieci.

10. — *Prescrizioni per gli esami*

Durante lo svolgimento del dettato è vietato ai concorrenti di conferire tra loro.

La prova stessa deve essere eseguita su foglio di carta timbrato e fornito dall'Azienda, il quale è munito di un talloncino gommato non trasparente per assicurare l'anonimia del concorrente.

Il candidato, alla fine del proprio lavoro, riconsegna il foglio ricevuto all'incaricato della commissione, ed in presenza dell'incaricato stesso — il quale avrà cura di controllare la sua identità in base al documento di riconoscimento — scrive il proprio nome, cognome, luogo e data di nascita nello spazio del foglio da ricoprire col suddetto talloncino.

E' vietato firmare, datare o fare qualsiasi segno di riconoscimento sulle altre parti del foglio, pena l'annullamento della prova.

Il concorrente che contravviene alle disposizioni suddette, viene escluso dal concorso.

I candidati non possono uscire per alcun motivo dai locali degli esami prima di aver consegnato il proprio lavoro.

Al termine di ogni seduta dedicata alle prove pratiche la Commissione esaminatrice compila l'elenco dei candidati esaminati con l'indicazione del voto riportato da ciascuno.

L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della commissione, è affisso nel medesimo giorno nell'albo della sede di esame e ciò costituisce notificazione del risultato conseguito.

11. — *Titoli di merito, preferenze, riserve posti - Graduatoria*

I concorrenti che abbiano superato le prove di esame saranno invitati a far pervenire all'azienda, nel termine perentorio di trenta giorni dalla data di comunicazione che sarà loro fatta, i documenti prescritti per dimostrare gli eventuali titoli di merito, di preferenza in graduatoria a parità di votazione complessiva, e quelli che danno diritto a concorrere a riserva di posti, secondo quanto appresso specificato.

Ai fini della valutazione dei titoli di merito — ivi compreso il titolo di studio prescritto per partecipare al concorso — e ai fini del riconoscimento dei requisiti preferenziali e per la riserva dei posti, non è ammesso il riferimento a documentazioni comunque già prodotte in qualsiasi occasione o esistenti agli atti dell'azienda. Tale disposizione vale anche per i candidati in servizio presso l'Azienda medesima o presso altra amministrazione statale.

Tutte le certificazioni di cui trattasi, al fine della loro valutazione, debbono essere in regola con le disposizioni sul bollo, e prodotte nella forma e nei modi che saranno indicati nel relativo invito agli interessati; debbono inoltre contenere le indicazioni necessarie redatte in modo chiaro e inequivocabile, ed essere rilasciate dall'autorità competente. Non sono quindi ammessi documenti surrogatori, o riferimenti a dati o elementi contenuti in altri documenti.

Le certificazioni stesse possono essere presentate in copia notarile su carta bollata ovvero in copia meccanica o fotografica purchè autenticate dalla competente autorità e con marche da bollo debitamente annullate.

Per i titoli di merito la commissione disporrà complessivamente di cinque punti così suddivisi:

A) due punti per la valutazione del titolo di studio (licenza elementare superiore) necessario per l'ammissione al concorso, da assegnare moltiplicando per il coefficiente 0,0050 tutti i centesimi di punto risultanti nella media finale dei voti del titolo stesso, a partire dal 6,01 e sino al 10.

Nei titoli di studio nei quali non figura la votazione in decimi, ma il giudizio di classificazione, il punteggio di cui sopra dovrà essere assegnato considerando il « sufficiente » pari a 6/10, il « buono » a 7/10 e il « lodevole » a 9/10.

Nella media dei voti da calcolare per l'assegnazione del punteggio suindicato, non deve tenersi conto della religione, educazione fisica, cultura militare e fascista, condotta, canto, profitto, musica, recitazione, lettura espressiva, nonchè dell'igiene, a meno che quest'ultima voce non sia abbinata alle scienze

B) tre punti, al massimo, per la valutazione dei seguenti titoli professionali con i criteri di cui appresso:

punti 0,20 per ogni idoneità riportata in pubblici concorsi (per esami o per titoli ed esami) ferroviari di altre amministrazioni statali;

punti 0,15 per ogni semestre di non demeritevole servizio di ruolo prestato in qualsiasi mansione alle dipendenze delle ferrovie dello Stato, ad eccezione di quello reso in qualità di assuntore, che viene invece valutato con il particolare punteggio previsto alla successiva lettera *C*);

punti 0,10 per ogni quadrimestre di non demeritevole servizio prestato alle dipendenze di imprese private che gestiscono servizi per conto dell'Azienda delle ferrovie dello Stato.

I punteggi di cui sopra sono cumulabili tra loro, purchè complessivamente non vengano superati i previsti tre punti;

C) in applicazione dell'art. 22 della legge 30 dicembre 1959, n. 1236, agli assuntori partecipanti al presente concorso (iscritti nel ruolo speciale o nell'albo ai sensi del quarto comma dell'art. 21 della stessa legge 1236/1959) sarà assegnato il seguente particolare punteggio:

punti 0,30 per ogni anno di servizio prestato come assuntore in assuntoria delle categorie *A*), *B*), *C*), *D*);

punti 0,25 per ognuna delle seguenti abilitazioni o idoneità:

condotta carrelli;
scorta carrelli;
servizi di vigilanza.

Complessivamente non si possono superare tre punti.

I punteggi di cui i commi *B*) e *C*) sono cumulabili fra loro purchè non si superino tre punti.

La graduatoria di merito compartimentale verrà compilata sulla base della valutazione complessiva ottenuta da ciascun candidato, sommando i voti riportati nelle prove obbligatorie e l'eventuale punteggio, attribuito per la valutazione dei titoli, nonchè — in caso di parità di votazione complessiva — sulla base dei seguenti criteri di preferenza nell'ordine di elencazione:

a) gli insigniti di medaglia al valor militare;
b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
d) i mutilati ed invalidi per servizio;
e) i mutilati ed invalidi del lavoro;
f) gli orfani di guerra;
g) gli orfani dei caduti per fatto di guerra;
h) gli orfani dei caduti per servizio;
i) gli orfani dei caduti sul lavoro;
l) i feriti in combattimento;
m) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra, nonchè i capi di famiglia numerosa;
n) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
o) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
p) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio;
q) i figli dei mutilati e degli invalidi del lavoro;
r) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti in guerra;
s) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti per fatto di guerra;
t) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti per servizio;
u) le madri e le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti sul lavoro;
v) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
w) coloro che abbiano prestato lodevole servizio a qualunque titolo, per non meno di un anno, nell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;
x) i coniugati con riguardo al numero dei figli;
y) i mutilati ed invalidi civili.

A parità di titoli, la preferenza è determinata:

1) dallo stato di coniugato, con riguardo al numero dei figli;

2) dall'aver prestato lodevole servizio nelle amministrazioni dello Stato;

3) dall'età.

I posti messi a concorso in ogni compartimento saranno assegnati secondo l'ordine delle rispettive graduatorie di merito, ma con l'osservanza delle leggi speciali relative ai posti da riservare ai candidati che rivestono la qualifica di combattente e categorie assimilate, di orfano di guerra e categorie assimilate, nonchè alle altre categorie aventi diritto a riserva di posti in base all'art. 12 dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato.

In applicazione dell'art. 22 della citata legge 30 dicembre 1959, n. 1236, il 5% dei posti messi a concorso in ogni compartimento è riservato agli assuntori che abbiano esercitato come tali, per almeno cinque anni mansioni assimilabili a quelle normalmente espletate dai cantonieri e che, oltre a possedere tutti gli altri requisiti richiesti, non abbiano superato alla data di scadenza dei termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso il 45° anno di età.

In applicazione del decreto del Presidente della Repubblica 21 novembre 1951, n. 1396, e successive proroghe, dieci dei sessantacinque posti assegnati al compartimento di Verona, sono riservati ai candidati meglio classificati nella relativa graduatoria di merito, che abbiano superato apposito esame aggiuntivo di lingua tedesca (consistente in una traduzione scritta dall'italiano, senza l'uso del vocabolario, di un brano scelto dalla commissione, nonchè in un colloquio atto a dimostrare la conoscenza di detta lingua) conseguendo tanto nella traduzione scritta che nel colloquio, una votazione di almeno punto 0,40 su 0,50. Il punteggio riportato non si sommerà agli altri di cui al precedente punto 9.

In base al decreto del Presidente della Repubblica 23 maggio 1960, n. 671, i cittadini italiani di lingua tedesca della provincia di Bolzano, partecipanti al concorso nella sede di Verona, possono chiedere di sostenere le prove obbligatorie di esame nella lingua tedesca. In caso di esito positivo di dette prove, i medesimi dovranno dimostrare di conoscere la lingua italiana mediante un esame consistente in una traduzione scritta dal tedesco — senza l'uso del vocabolario — di un brano scelto dalla commissione nonchè in una conversazione in lingua italiana, riportando in ciascuna prova, un punteggio non inferiore a 0,40, su 0,50. Neanche tale punteggio si sommerà a quello di cui al punto 9.

I candidati in parola concorrono anch'essi alla riserva di cui sopra in base al citato decreto del Presidente della Repubblica 1396/1951.

Le graduatorie compartimentali del concorso verranno approvate con decreto ministeriale, sotto condizione dall'accertamento del possesso dei requisiti prescritti per la partecipazione al concorso e per l'immissione in impiego.

Le assunzioni degli aventi titolo verranno scaglionate nel tempo, per successivi gruppi di candidati e seguendo l'ordine di graduatoria, in relazione al verificarsi delle vacanze, cui si riferiscono i posti messi a concorso, calcolati con le previsioni e nei limiti previsti dall'art. 13 dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato, e successive modificazioni (esodi che si verificheranno nei due anni successivi all'approvazione del bando).

12. — *Presentazione dei documenti ai fini dell'assunzione*

I concorrenti utilmente collocati nelle rispettive graduatorie compartimentali saranno invitati dall'azienda a far pervenire, nel termine perentorio di trenta giorni decorrente dal ricevimento dell'invito, pena decadenza dal diritto al posto, i seguenti documenti:

a) titolo di studio prescritto (vedasi il precedente punto 1);

b) certificato penale del casellario giudiziale;

c) estratto dell'atto di nascita, nonchè — per coloro che hanno superato il 30° anno di età alla data di scadenza del termine perentorio per la presentazione delle domande di ammissione al concorso — i titoli che conferiscono diritto all'elevamento del limite di età di cui al punto 3 del presente bando;

d) certificato di cittadinanza italiana;

e) certificato di godimento dei diritti politici;

f) documento comprovante la posizione del candidato rispetto all'adempimento degli obblighi militari, e cioè, ad esclusione di altri, l'estratto dello stato di servizio o duplicato del foglio matricolare o certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva o, per i militari alle armi, dichiarazione del comando da cui dipendono (o copia autenticata dei suddetti documenti). Il documento da prodursi deve riflettere la posizione militare del candidato all'atto del ricevimento dell'invito a presentare la documentazione sopra elencata.

I certificati di cui alle lettere *b*), *d*), *e*) del presente punto debbono essere di data non anteriore di oltre tre mesi a quella dell'invito di cui sopra.

Gli interessati che abbiano già prodotto, ai fini specificati nel precedente punto 11, taluno dei documenti elencati nel presente punto 12 — che non siano quelli di cui alle lettere *b*), *d*), ed *e*) — sono esentati dall'inviarli di nuovo.

Il requisito della buona condotta sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Tutti i candidati, a qualunque categoria appartengano (compresi quindi gli invalidi di guerra o per la lotta di liberazione, gli orfani di guerra, ecc.), hanno l'obbligo di presentare i documenti in conformità alle vigenti disposizioni di legge sul bollo.

Il personale di ruolo dipendente dall'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato è esentato dalla presentazione dei predetti documenti, ad eccezione del titolo di studio, da produrre sempre nel cennato termine perentorio di trenta giorni, qualora non risulti già acquisito agli atti dell'azienda stessa.

Il personale di ruolo delle altre amministrazioni dello Stato deve far pervenire, nel ripetuto termine perentorio di trenta giorni, una copia integrale dello stato di servizio e il titolo di studio, ed è esentato dalla presentazione degli altri documenti.

Tutte le certificazioni debbono essere redatte nella forma e nei modi che saranno indicati nel relativo invito agli interessati. Le certificazioni stesse debbono contenere le indicazioni necessarie in modo chiaro e inequivocabile, ed essere rilasciate dall'autorità competente. Non sono quindi ammessi documenti surrogatori o riferimenti a dati o elementi contenuti in altri documenti.

Le certificazioni di cui alle lettere *c*), *d*) ed *e*), possono essere contenute in un unico documento, purchè esso sia intestato al concorrente e compilato in base a diretta visione degli atti dell'Ufficio anagrafico che lo rilascia e non si tratti quindi dei semplice modulo di trascrizione di dati risultanti dalla carta di identità, non valido per l'immissione in pubblico impiego.

Sono ammesse le copie notarili in carta bollata ovvero le copie meccaniche o fotografiche purchè autenticate dalla competente autorità e con marche da bollo debitamente annullate.

13. — *Assunzione e nomina in prova*

Gli aventi titolo all'assunzione, purchè non abbiano superato l'età per il collocamento a riposo, saranno nominati in prova con lo stipendio e le altre competenze della qualifica ad essi spettanti in base alle norme in vigore e sono obbligati a compiere il prescritto periodo di prova, al cui esito favorevole è subordinata la nomina a stabile. Tale nomina è altresì subordinata al conseguimento dell'abilitazione ai servizi di vigilanza.

Coloro che non conseguiranno la nomina a stabile saranno esonerati dall'impiego, salvo quanto appresso detto per i dipendenti ferrovieri.

Il trattamento economico avrà inizio dalla data di effettiva immissione in servizio di prova.

I dipendenti di ruolo dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato e delle altre amministrazioni dello Stato che alla data di decorrenza della nomina in prova percepiscono uno stipendio di importo superiore a quello iniziale previsto per la qualifica di cantoniere, otterranno un assegno personale pensionabile pari alla differenza fra lo stipendio già goduto e quello spettante, salvo riassorbimento nei successivi aumenti di stipendio per progressione di carriera anche se semplicemente economica.

I dipendenti dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato dovranno optare per la nuova qualifica, e gli eventuali diritti acquisiti nella precedente posizione saranno loro riconosciuti ai sensi delle norme in vigore; peraltro, qualora compiano il periodo di prova con esito negativo o vi rinuncino o non lo completino, saranno restituiti a tutti gli effetti alla qualifica di provenienza, previo annullamento della nomina.

Coloro che senza motivo ritenuto giustificato dall'Azienda non assumono servizio nella località loro assegnata e nel termine stabilito, decadono dall'impiego; i dipendenti ferroviari rimangono nella precedente posizione.

Per esigenze di servizio resta ferma la facoltà dell'Azienda di destinare gli idonei che venissero eventualmente assunti dopo i vincitori, anche a compartimenti diversi da quelli previsti all'inizio del presente avviso-programma.

ALLEGATO *A*

(Su carta bollata)

Alla Segreteria compartimentale delle ferrovie dello Stato di (1) . . . .

Il sottoscritto (2) . . . . . . nato il (3) . . . . a . . . . . . (provincia di . . . . .), presa conoscenza dell'avviso-programma, relativo al concorso pubblico a novecento posti di cantoniere in prova, approvato con decreto ministeriale 17725 del 10 luglio 1969 domanda di parteciparvi per i posti riservati a codesto compartimento, dichiarando di accettare *tutte le condizioni contenute nell'avviso-programma stesso.*

Con la presente dichiara inoltre:

di essere cittadino italiano;

di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di . . . . (coloro che non siano iscritti, o siano cancellati dalle liste medesime, debbono indicarne i motivi);

di non aver riportato condanne penali (in caso contrario, indicare le condanne *penali riportate, specificando le date* e le autorità che hanno emesso le sentenze relative);

di essere in possesso del titolo di studio di . . . . (indicare la specie), conseguito presso la scuola (indicare quale) . . . . in *data* . . . .;

di aver soddisfatto gli obblighi di leva (in caso contrario indicare se riformato, rivedibile, ammesso al beneficio del ritardo, se iscritto soltanto nelle liste di leva, ecc.).

Aggiungere che *non ha mai prestato servizio presso* l'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato od altra amministrazione pubblica (4).

Chiede, infine, che ogni comunicazione relativa al presente concorso gli venga *fatta al seguente indirizzo, impegnandosi* a comunicare le eventuali variazioni (5) (6).

Indirizzo . . . . . . (Codice postale)

Data . . . . . .

Firma . . . .
(da autenticare da un notaio o dal segretario comunale ovvero dalle altre autorità di cui al punto 2 dell'avviso-programma).

---

(1) Indicare la città del compartimento prescelto.

(2) Cognome e nome, scrivere a macchina o a stampatello; le donne coniugate debbono indicare anche il cognome del coniuge.

(3) Per godere dell'elevamento del limite massimo di età, indicare i titoli posseduti, *di cui al* punto 3 del bando.

(4) In caso diverso, la dichiarazione dovrà specificare la amministrazione, la durata del servizio prestato e le cause della eventuale risoluzione del rapporto d'impiego.

(5) Il candidato alle armi deve *indicare anche* l'indirizzo civile.

(6) Indicare se il candidato intende:

di sostenere la prova aggiuntiva di lingua tedesca ai fini della riserva di cui al punto 11 (per i soli interessati che concorrono per il compartimento di Verona).

di sostenere in lingua tedesca le prove concorsuali, sottoponendosi all'esame di lingua italiana come previsto allo stesso *punto* 11 (*sempre per* gli interessati che partecipano per il compartimento di Verona), concorrendo alla cennata riserva.

Indirizzi delle Segreterie compartimentali

10125 - Torino, via Sacchi, 1.
16126 - Genova, via Andrea Doria, 5.
20123 - Milano, corso Magenta, 24.
37100 - Verona, stradone S. Fermo, 19.

30100 - Venezia, fondamenta S. Lucia.
34132 - Trieste, piazza Vittorio Veneto, 3.
40123 - Bologna, via D'Azeglio, 38.
50123 - Firenze, piazza dell'Unità, 1.
60100 - Ancona, piazza Cavour, 23.
00185 - Roma, via Marsala, 9.
80132 - Napoli, via S. Lucia, 81.
70123 - Bari, corso Italia, 23.
89100 - Reggio Calabria, via Cimino, 1.
90100 - Palermo, via Roma.
69100 - Cagliari, via Roma, 6.

ALLEGATO *B*

PROGRAMMA DI ESAME

A) *Prova scritta:*

Breve dettato in lingua italiana e saggio di aritmetica e geometria elementare.

B) *Prova pratica* (della durata di almeno quattro ore):

1) lavori con impiego di pale e forconi:
scopertura del binario, ricopertura e profilatura della massicciata:
carico e scarico di pietrisco e terra da carri ferroviari;

2) lavori con impiego di chiavi di vario tipo:
rimozione organi di attacco di un binario;
toglimento d'opera di piastre e piastroni di vario tipo, smontaggio di ganasce;
applicazione di piastre e piastroni di vario tipo, rimontaggio di ganasce;

3) lavorazioni del legname con impiego di trivelle, asce e mazze:
spianatura con l'ascia del piano di appoggio, foratura con la trivella, otturazione fori con cavicchi e lavori complementari (spalmatura con olio di catrame);

4) lavori con impiego del piccone:
rincalzatura delle traverse.

5) lavori con impiego di palanchini:
spostamento laterale del binario;

6) riconoscimento pratico di segnali di pertinenza del personale della linea.

(10343)

Diario delle prove scritte obbligatorie del pubblico concorso, per esami e per titoli, a cinquecentocinquanta posti di capo stazione in prova, nei ruoli del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato.

Le prove scritte del pubblico concorso a cinquecentocinquanta posti di capo stazione in prova, indetto con decreto ministeriale 21 maggio 1969, avranno luogo nei giorni 7 e 8 dicembre 1969 ore 8, nelle sedi e località appresso indicate:

Sede di Torino:

1) Scuola media statale « Ugo Foscolo », via Piazzi, 57;
2) Scuola media statale « Nazario Sauro », via Cassini, 94;
3) Istituto tecnico statale « Germano Sommeiller », corso Duca degli Abruzzi, 20;
4) Liceo scientifico « Galileo Ferraris », corso Montevecchio, 67.

Sede di Verona:

1) Istituto tecnico statale commerciale e per geometri « A. M. Lorgna », corso Porta Nuova, 66;
2) Istituto tecnico industriale statale « Galileo Ferraris », via del Pontiere, 40.

Sede di Bologna:

1) Scuola media statale « F. M. Zanotti », via Calori, 8;
2) Liceo scientifico statale « A. Righi », via Carlo Pepoli, 3.

Sede di Firenze:

1) Istituto tecnico industriale « Leonardo da Vinci », via del Terzolle n. 91;
2) Liceo scientifico « Leonardo da Vinci », via Giovanni dei Marignolli, 1.

Sede di Ancona:

1) Liceo scientifico « Luigi di Savoia », via Vecchini, 2;
2) Scuola media « Giacomo Leopardi », via Veneto, 9;
3) Istituto magistrale « C. Franceschi-Ferrucci », via Cadore, 2;
4) Scuola media « Giovanni Pascoli », via Cadore, 2.

Sede di Roma:

1) Liceo scientifico « Plinio Seniore », via Montebello, 126;
2) Liceo ginnasio « Giulio Cesare », corso Trieste, 48;
3) Istituto tecnico commerciale « Duca degli Abruzzi », via Palestro, 38

Sede di Napoli:

1) Istituto professionale di Stato « Salvator Rosa », via Foria, 25;
2) Scuola media « Salvator Rosa », via Foria, 25;
3) Scuola media « Giosuè Carducci », via Foria, 25;
4) Scuola media « Papini », via Foria, 25;
5) Scuola media « Casanova », via Foria, 25;
6) Istituto professionale di Stato « Casanova », piazzetta Casanova, 4;
7) Liceo « Umberto », via Carducci, 1;
8) Liceo « Sannazzaro », via Puccini, 3 (Vomero);
9) Scuola media « Giulio Cesare », via Puccini, 1 (Vomero);
10) Scuola media « Umberto Saba », vico Acetillo (Vomero);
11) Liceo « G. B. Vico », via Salvator Rosa, 117.

Sede di Bari:

1) Liceo scientifico « A. Scacchi », via Melo, 244;
2) Istituto tecnico per geometri, corso Cavour, 249;
3) Istituto tecnico industriale « G. Marconi », piazza Peucezia;
4) Scuola media « Amedeo d'Aosta », via Oberdan, 8.

Sede di Reggio Calabria:

1) Istituto tecnico industriale « A. Panella », via Emilio Cuzzocrea, 38;
2) Istituto tecnico « Raffaele Piria », via Vittorio Emanuele, 121;
3) Liceo ginnasio « Tommaso Campanella », via Tommaso Campanella, 25;
4) Istituto magistrale « T. Gulli », via Vittorio Emanuele, 69.

Sede di Palermo:

1) Istituto industriale « Vittorio Emanuele III », via Duca delle Verdura, 48;
2) Liceo scientifico « S. Cannizzaro », via Gen. Arimondi, 1;
3) Secondo istituto tecnico industriale, via La Marmora, 66;
4) Liceo ginnasio « G. Meli », via della Libertà, 46;
5) Istituto tecnico commerciale « F. Crispi », via Aquileia, 32.

Roma, addì 5 novembre 1969

p. *Il direttore generale*: SANTONI-RUGIU

(10647)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.